

# TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 376 - OCTOBRE 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

# Sommaire du numéro 376

Viandes bovines

Gros bovins

France

• Les disponibilités réduites tirent les prix à la hausse

Jeunes bovins

Europe

· Les prix toujours plus haut

#### Femelles

France

• Recul du commerce extérieur de viande bovine en août

#### Europe

• Baisse des cheptels et de la production

### Maigre

• La hausse de prix se poursuit, sauf pour les broutards lourds

# Veaux de boucherie

• Poursuite de la forte hausse des prix

#### Veaux laitiers

• Pas de baisse saisonnière des cours

#### Lait de vache

#### Collecte laitière

• Collecte en hausse, prix sous tension

#### Consommation

• Une reprise sélective des ventes de produits laitiers bio et AOP

#### Marché des produits laitiers

- Replis conséquents des cours du beurre
- Pressions à la baisse sur les cours des poudres

#### Viande ovine

#### France

• Les achats d'agneaux particulièrement timides cet automne

#### UE et monde

• Le marché européen reste sous tension

# Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

• Vers des approvisionnements stables en 2025

Viande caprine

• Recul du nombre de chevreaux abattus sur la campagne

Les estimations de récoltes mondiales records maintiennent les prix bas

# Les prix toujours en hausse

Dernière révision le 17 octobre 2025

#### Viandes bovines » Gros bovins » France »

# Les disponibilités réduites tirent les prix à la hausse

Dernière révision le 17 octobre 2025

Les abattages étaient en net recul mi-octobre par manque de bovins finis. Les cours français ont progressé, opérant un rattrapage comparé aux cours en UE.

#### Rythme d'abattage des bovins au ralenti

La production de viande de gros bovins en France a reculé de 2% sur les neuf premiers mois de l'année 2025 (-21 000 téc), alors qu'elle était restée stable en 2024.

Sur les quatre dernières semaines, de mi-septembre à mi-octobre (semaines 38 à 41), les abattages étaient en net recul de 7% comparé à la même période en 2024, toujours du fait du manque de disponibilités. Les variations des différentes catégories en têtes étaient :

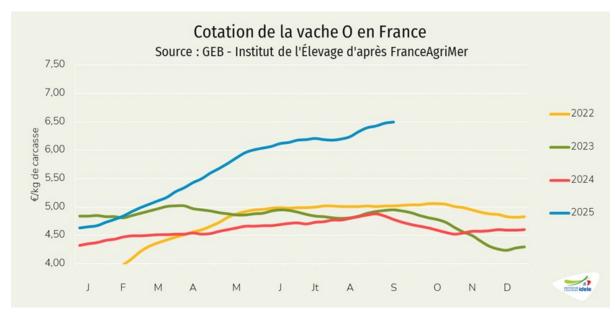
- vaches de type viande: -3% /2024,
- jeunes bovins de type viande : 8% /2024,
- génisses viande : -3% /2024,
- vaches laitières : -10% /2024, comme en août, sans que le poids carcasse n'augmente beaucoup (+2kg, +1%).

Les poids carcasses des vaches de type viande, des JB viande et des génisses viande sont tous en hausse de 1 à 2% comparé à l'an passé, soit respectivement +5kg (vache) +3kg (JB) et +5kg (génisse). Ceci permet de compenser en partie la baisse des effectifs abattus. Par ailleurs, depuis juin, les JB viande sont plus âgés d'une semaine à l'abattage, comparé à l'an passé.

#### Les prix ne cessent de progresser

La baisse de l'offre à abattre a entraîné une ré-accélération de la hausse des cours depuis août.

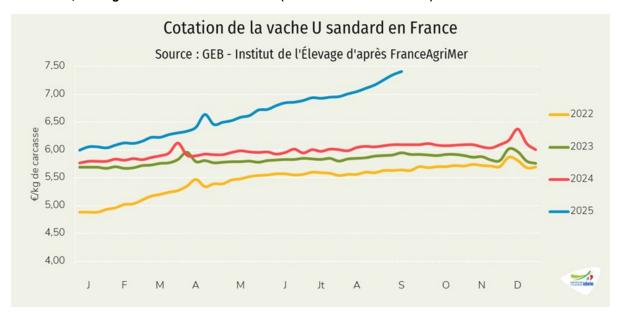
La cotation de la vache O atteignait donc 6,68€/kg de carcasse en semaine 41 (+44% /2024, +18 centimes en quatre semaines) s'écartant du cours 2024, alors en baisse saisonnière. Elle a progressé plus vite ces quatre dernières semaines que dans d'autres États membres, dépassant le cours allemand en semaine 40 et rejoignant presque celui de l'Irlande (voir notre article sur les vaches en Europe).



La cotation française de la vache P a atteint 6,48 €/ kg de carcasse en semaine 41, en forte hausse comparée à 2024 (+51% /2024, +16 cts en quatre semaines).

#### La vache U poursuit sa hausse

Les cours des meilleures vaches de race à viande poursuivent leur hausse, à un rythme un peu moins soutenu qu'il y a un mois. La vache U a gagné 22 centimes en quatre semaines (contre 30 un mois plus tôt) **pour** atteindre 7,63 € /kg de carcasse en semaine 41 (tout de même +25% /2024).

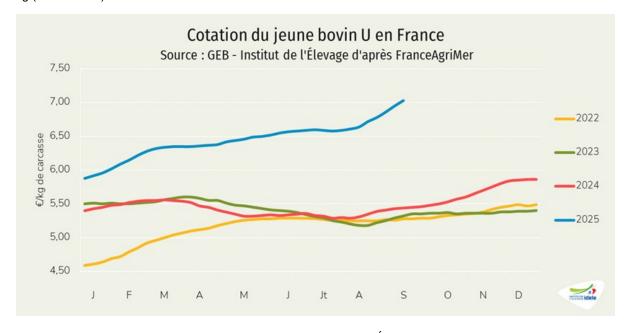


La cotation de la vache R a grimpé un peu plus vite : +28 centimes en quatre semaines, à 7,37 €/kg de carcasse (+32% /2024).

# Les prix des jeune bovins grimpent encore

Les prix des mâles ont repris une hausse dynamique depuis août, la demande européenne étant bonne et le nombre de bovins finis présentés à l'abattage restreint. Les effectifs en ferme de mâles de 18-24 mois de type viande sont en hausse (+9 000 têtes au 1er septembre, dont notamment +9% de Charolais comparé à 2024). La légère rétention en ferme permet d'ajouter quelques kg à ces carcasses très demandées sur le marché européen... ou d'atteindre le poids escompté lorsque les conditions sanitaires ou fourragères ont été moyennes à un moment durant l'année.

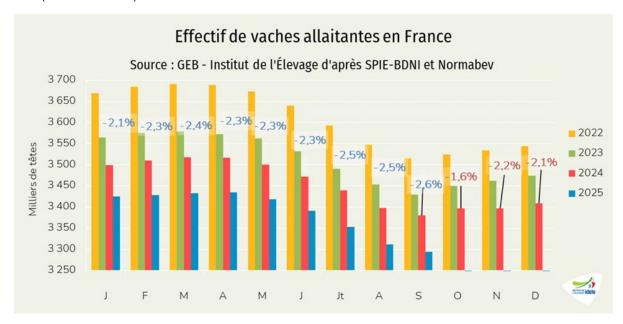
Ainsi la cotation française du jeune bovin U a gagné 28 centimes en quatre semaines, comme il y a un mois, à 7,31 €/kg de carcasse en semaine 41 (+33% /2024). La hausse a été même un peu plus forte pour le jeune bovin R tant la demande est présente (+30 cts en quatre semaines) à 7,16 €/kg (+34% /2024). Enfin, la cotation du jeune bovin O a progressé plus doucement, comme le mois précédent, de 20 centimes, à 6,67 €/kg (+41% /2024).



Le cours du JB U français s'est donc rapproché de celui des autres États membres, réduisant l'écart avec le cours italien (voir l'article sur les jeunes bovins en Europe).

#### Accélération du recul du cheptel allaitant

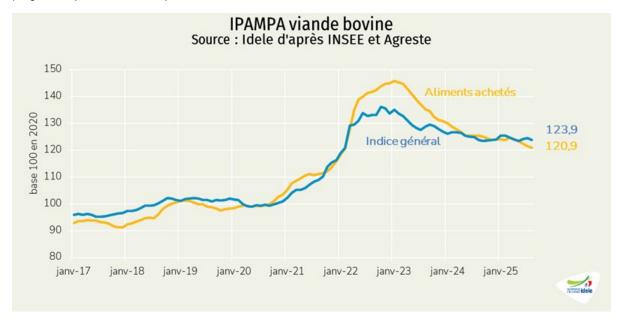
Malgré le recul des abattages de vaches allaitantes en août, au 1er septembre 2025, la France comptait seulement 3,294 millions de vaches allaitantes, en recul de 2,6% /2024 (contre -2,5% un mois plus tôt) ou -86 000 têtes. Les entrées de génisses allaitantes dans le cheptel de vaches ont été particulièrement faibles en août (-10% /août 2024).



Le nombre de vaches laitières a baissé nettement plus fort au 1<sup>er</sup> septembre qu'au 1<sup>er</sup> août : -2,6% /2024 (contre -2,3% un mois plus tôt) à 3,213 millions de têtes, soit -87 000 têtes, avec un recul des entrées de génisses dans le cheptel laitier en août de 19% / août 2024. Les maladies vectorielles MHE et FCO ont entraîné une fertilité réduite ainsi qu'une surmortalité des vaches et des veaux.

#### L'IPAMPA viande bovine stable

**L'IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) était stable sur un an en août 2025. L'indice des aliments achetés en élevage bovins viande a reculé de 4% en un an, ainsi que l'indice de l'énergie et des lubrifiants (-8% /2024). Ces deux reculs ont permis la stabilisation de l'indice général, contrebalançant la hausse des engrais sur un an (+10%), ainsi que l'entretien et réparation du matériel et des bâtiments (respectivement +2,6% et +1,6% en un an). L'indice « ouvrages » (construction) continue de progresser (+3,1% sur un an).



Bien que l'IPAMPA viande bovine soit stable, **les coûts de production sont en hausse**, du fait de la hausse du coût de la main d'œuvre ces 12 derniers mois, ainsi que des travaux par tiers ou encore des assurances (trois postes non inclus dans l'IPAMPA viande bovine).

#### Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

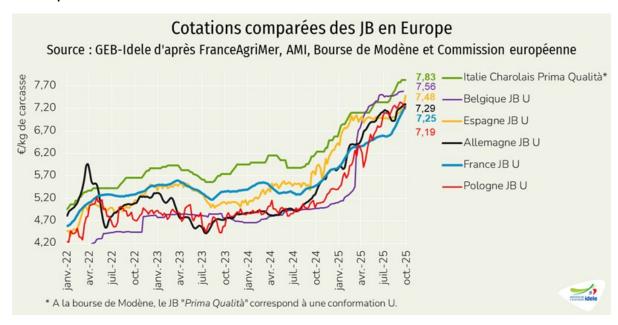
# Les prix toujours plus haut

Dernière révision le 17 octobre 2025

Les cours des jeunes bovins ont poursuivi leur hausse dans la plupart des États membres, témoignant de la faiblesse de d'offre et d'une demande qui reste bien présente malgré la hausse des prix.

#### +27% à +52% de hausse sur un an selon les pays

Le manque d'offre sur le marché européen a permis une forte augmentation des prix des jeunes bovins depuis un an. Cette hausse était nécessaire au regard de la flambée des prix des bovins maigres partout en Europe.



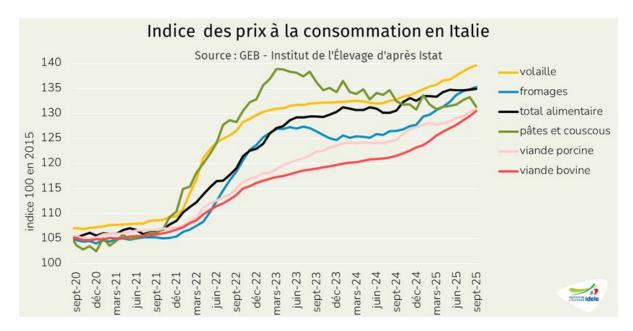
En semaine 40, la situation était la suivante dans les principaux États membres :

- La cotation du jeune bovin charolais italien « Prima Qualità » sur la bourse de Modène se situait à 7,17 €/kg de carcasse (+27% /2024 soit +1,64 €/kg),
- La cotation du jeune bovin U belge arrivait juste derrière, à 7,56 €/kg (+52% /2024 ou +2,58 €/kg),
- La cotation du **jeune bovin U allemand** restait orientée à la hausse, à 7,29 €/kg (+38% /2024 ou +2,00€/kg),
- Celle du jeune bovin U espagnol avait encore gagné 38 centimes en un mois, à 7,48 €/kg de carcasse (+31% /2024 ou +1,75 €/kg),
- La cotation du jeune bovin U français avait commencé à rattraper son retard. À 7,25 €/kg de carcasse en semaine 40 (+32% /2024 ou +1,77 €/kg), elle avait encore gagné 30 centimes en un mois

#### En Italie, la demande ne fléchit pas malgré la hausse des prix

En Italie, la hausse des prix à la production se répercute naturellement jusqu'au consommateur final, d'autant que la concurrence des viandes importées est très limitée sur le marché, du fait de la faiblesse générale de l'offre et de la hausse des prix partout en Europe. Les opérateurs n'ont donc eu aucun mal à passer les hausses.

L'indice de prix à la consommation pour la viande bovine a augmenté de 7% entre septembre 2024 et septembre 2025. Dans le même temps, l'indice du total alimentaire n'a progressé que de 3% et le porc et la volaille de 5% chacun.



Malgré cette hausse de prix, la demande est toujours bien présente. Les volumes de viande bovine *in natura* achetés par les ménages italiens n'ont baissé que de 2,6% sur les 32 premières semaines de l'année par rapport à la même période en 2024 d'après le panel Ismea-Nielsen. Cette baisse est compensée par une hausse des achats d'élaborés de viande bovine (+2,8%). Au total, les achats de viande bovine (*in natura* et élaborée) par les ménages italiens n'ont baissé que de 1,4% en volume sur un an. Le chiffre d'affaires a quant à lui progressé de 7,7%.

La bonne tenue de la consommation en Italie est une bonne nouvelle, le marché italien étant directeur pour les prix des jeunes bovins en Europe.

# Les opérateurs espagnols attentistes depuis la découverte de deux foyers de DNC en Catalogne

Deux foyers de dermatose nodulaire contagieuse ont été découverts en Catalogne le 4 et le 6 octobre. Ceci a conduit à la fermeture de certains marchés des pays tiers pour les bovins vivants espagnols, et notamment le Maroc. D'autres pays tiers ont décidé d'une régionalisation et continueront d'importer des bovins des régions indemnes, c'est le cas du Liban et de la Libye.

La fermeture du marché marocain conduit à réorienter les flux de bovins finis vers les abattoirs espagnols – qui sont heureux de trouver ces bovins et qui pourront éventuellement en exporter les carcasses – ou vers d'autres pays clients. Au mois de juillet dernier, l'Espagne avait exporté 1 600 mâles de boucherie vers le Maroc et 1 400 vers le Liban. Aucune autre vente n'avait été réalisée sur d'autres pays tiers. L'impact devrait donc être négligeable sur un marché européen en manque d'offre.

Viandes bovines » Femelles » France »

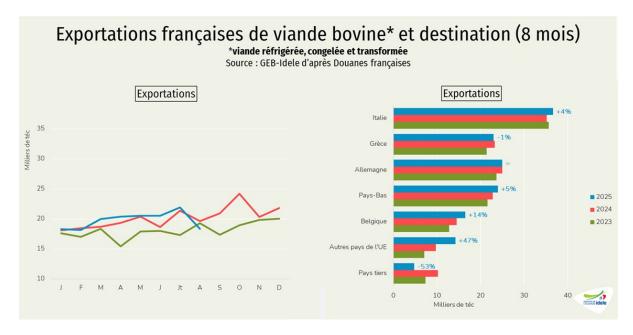
# Recul du commerce extérieur de viande bovine en août

Dernière révision le 17 octobre 2025

La consommation par bilan de bœuf et de veau a reculé de 3,2% sur 8 mois, avec un commerce extérieur en recul en août, aussi bien à l'import qu'à l'export.

#### En août, le commerce extérieur en recul de 7%

En août 2025, les exportations de viandes bovines françaises ont reculé de 7% /2024 (-1 100 téc). Nos exportations cumulées sur les huit premiers mois de l'année restaient en progrès de 3% /2024 (+3 500 téc) à 144 000 téc, grâce aux bons mois de mars, avril, juin et juillet et à un prix plus compétitif en France que dans la plupart des pays voisins (voir article notre article sur les jeunes bovins en Europe).



En août, les expéditions ont reculé vers l'Italie (-600 téc) et la Grèce (-600 téc), en lien avec le recul des abattages de jeunes bovins viande en France (-1 100 téc produites en août). Les envois sont restés stables vers l'Allemagne.

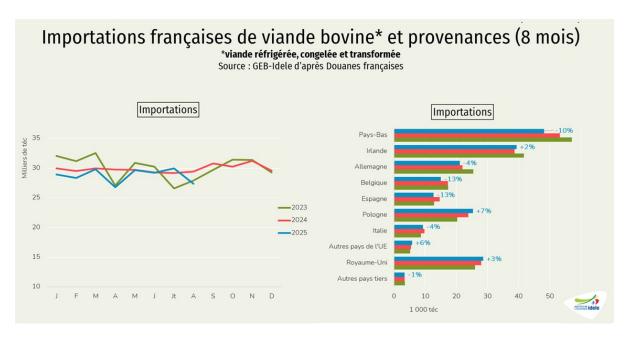
Cependant, sur huit mois cumulés, les exports progressaient vers l'Italie et les Pays-Bas et demeuraient stables ou quasi-stables vers l'Allemagne et la Grèce :

- 37 000 téc expédiées vers l'Italie (+4% /2024 ou +1 500 tec) du fait de la baisse de la production de l'autre côté des Alpes,
- 24 000 téc vers les Pays-Bas (+5% ou +1 000 téc), du fait de la forte baisse de production aux Pays-Bas et en Belgique et de la hausse des volumes d'import français depuis le Royaume-Uni (+700 téc) en partie réexpédiés vers les Pays-Bas.
- 25 000 téc vers l'Allemagne (=/ 2024)
- 23 000 téc vers la Grèce (-1% ou -200 téc)

Nos envois de viande française ont progressé fortement vers d'autres États membres, comme vers le Portugal (+41%, à 4 000 téc) et vers l'Espagne (+66%, à 4 000 téc aussi) en manque de viande cette année. A l'inverse, les expéditions de viande vers les pays tiers ont reculé (-68%, à 2 500 téc) avec notamment un fort recul des ventes vers la Turquie. Cette dernière, face à l'envolée des prix en Europe, est contrainte de se serrer la ceinture, en important, toutes origines confondues, 43 000 téc en sept mois, soit 7 500 téc de moins que l'an passé sur la même époque (-15%).

# Les importations de bœuf et veau en retrait en août

En août, les importations de viandes bovines ont reculé de 7% par rapport à l'an passé, à 27 000 téc. En cumul sur les huit premiers mois de l'année, nos importations ont reflué de 3% /2024 à 230 000 téc (-6 500 téc).



Dans le détail, sur les huit premiers mois de l'année, elles ont reculé fortement depuis les Pays-Bas, l'Espagne et la Belgique :

- -10% /2024 depuis les Pays-Bas, notre principal fournisseur de viande, à 48 000 téc, du fait du revers historique des abattages néerlandais de veaux (voir notre article veau de boucherie) ainsi que ceux de gros bovins,
- -13% depuis l'Espagne (-2 000 téc), à 13 000 téc, les abattages espagnols ayant reculé sur les sept premiers mois de l'année (-10 000 téc ou -13% pour les vaches dont une partie est destinée à la France). La hausse de la demande algérienne pour la viande de JB a aussi réduit les disponibilités espagnoles pour ses autres débouchés, notamment français (boucheries halal).
- -13% depuis la Belgique, à 15 000 téc, le pays manquant de bovins à abattre.

Compensant une partie seulement des baisses, les importations françaises ont augmenté en provenance d'Irlande et de Pologne :

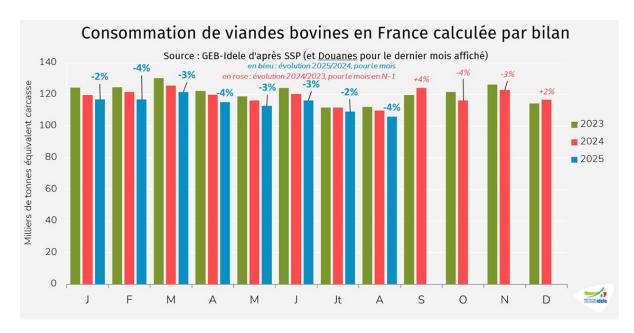
- +2% depuis l'Irlande, à 39 000 téc. Attention, cette hausse sur huit mois masque le récent revers de nos imports de viande irlandaise durant juillet-août (-13% /2024), les abattages irlandais de vaches ayant fortement reculé à cette période, faute de disponibilités là encore.
- et +7% depuis la Pologne (+1 500 téc, à 25 000 téc), un pays à prix plus attractif.

Nos achats depuis le Royaume-Uni, en partie renvoyés vers d'autres États membres, progressaient de 3% comparé à 2024 (+700 téc, à 29 000 téc).

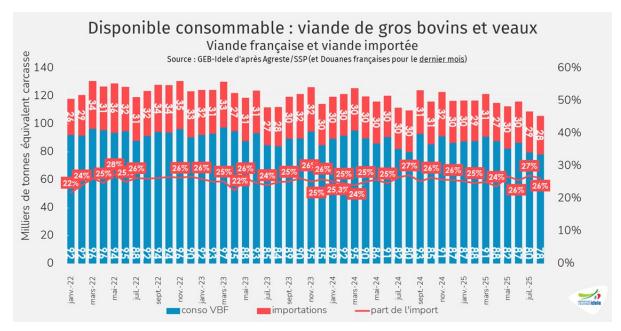
Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

#### Le disponible consommable de viande bovine a reculé en août

En août 2025, la consommation par bilan de viandes bovines (y compris veau) a décru de 4% comparé à 2024. A l'érosion des abattages CVJA (-3% ou -3 200 téc en août) s'ajoute le recul des imports (-7% /2024, -1 700 téc) tandis que les exports ont reculé aussi de 7% (-800 téc). Attention toutefois, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks ; il est donc préférable d'analyser les évolutions sur plusieurs mois. La consommation par bilan sur les huit premiers mois de l'année 2025 recule plus fortement qu'en 2024 : -3,2% sur janvier-août 2025 contre -2,4% un an plus tôt. La première raison de cette baisse de consommation est le recul les disponibilités en France et en Europe.



D'après Agreste pour les abattages et les Douanes, pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable d'août était de 106 000 téc (-4% /2024 ou – 4 000 téc). La part de l'import dans le disponible se situait à 26% un point de moins qu'un an plus tôt. En cumul depuis le début de l'année, la part d'import dans la consommation est de 25%, identique à la même période 2024.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

#### En septembre, l'inflation alimentaire supérieure à l'inflation générale

En septembre selon l'INSEE, l'inflation générale s'est poursuivie à un rythme annuel toujours modéré de 1,2% mais un peu supérieur au mois précédent (0,9% alors). Les services ont augmenté de 2,4% sur un an (+2,1% un mois plus tôt) du fait d'une accélération des prix de la santé et une baisse moins forte des services de communication à la rentrée. Les prix de l'alimentation participent à la légère accélération de l'inflation car ils ont progressé de 1,7% sur un an, contre 1,6% en août. La hausse des prix de l'alimentaire frais serait cependant inférieure à celle d'août (+1,6% en septembre sur un an, contre +1,7% un mois plus tôt). Enfin, les produits manufacturés reculent un peu plus fortement qu'en août (-0,4% en septembre contre -0,3% en août).

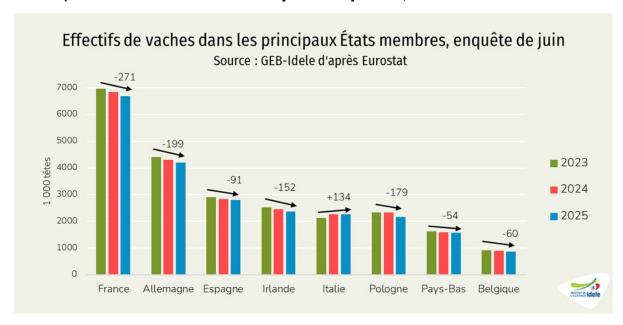
# Baisse des cheptels et de la production

Dernière révision le 17 octobre 2025

La baisse des cheptels de vaches en Europe conduit à un recul significatif des réformes et à une très forte hausse des prix des vaches. A l'heure où les cours devraient entamer leur baisse saisonnière automnale, celleci pourrait bien ne pas avoir lieu.

#### L'UE a perdu près d'un million de vaches en deux ans

D'après l'enquête cheptel de juin, publiée par Eurostat, les pays producteurs ayant remonté des chiffres auraient perdu ensemble 961 000 vaches entre juin 2023 et juin 2025, laitières et allaitantes confondues.

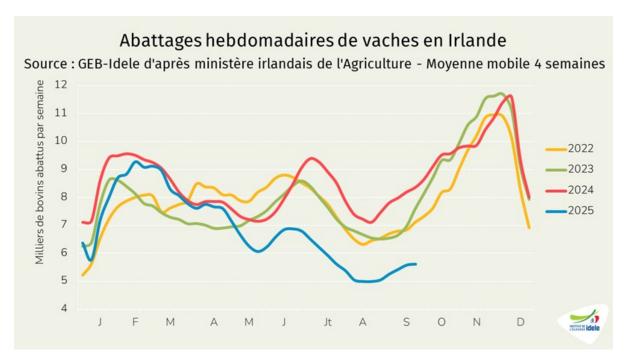


L'enquête cheptel de juin n'est pas obligatoire pour tous les Etats membres. Elle est réalisée par les principaux pays producteurs, détenant ensemble 86% du cheptel européen de vaches.

Les huit premiers pays détenteurs figurent sur le graphique ci-dessus. En deux ans, la baisse du nombre de vaches a atteint 271 000 têtes en France, 199 000 têtes en Allemagne, 179 000 têtes en Pologne ou encore 152 000 têtes en Irlande et 91 000 têtes en Espagne. Seule l'Italie aurait accru son cheptel, qui est à 75% laitier.

# Chute brutale des abattages en Irlande

En Irlande, les abattages de vaches sont tombés à un niveau historiquement bas. Les abatteurs n'avaient pas vu venir cette chute, les abattages ayant été très dynamiques en début d'année, ce qui leur avait permis d'ailleurs d'accroître leurs exportations sur le marché communautaire. La donne a changé à partir du mois de mai. Leurs outils sont actuellement en grande surcapacité et bon nombre d'abattoirs ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine, ce qui pose des problèmes de rentabilité mais aussi de fidélisation de la main d'œuvre. Ils sont par ailleurs inquiets de ne pas voir arriver les premières réformes automnales, comme le transcrit cet article d'Agriland.

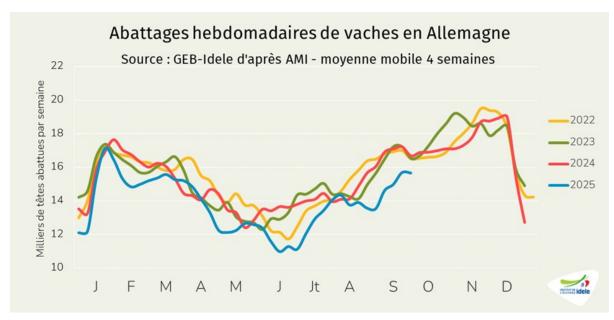


D'après les données hebdomadaires du ministère de l'Agriculture irlandais, **les abattages de vaches sur les semaines 37 à 40 ont reculé de 33% par rapport à 2024** et de 26% par rapport à 2023. Les autres catégories de bovins affichent également de très forts reculs : -27% pour les bœufs, -24% pour les génisses et -9% pour les jeunes bovins.

Bord Bia a communiqué mi-octobre à la presse ses prévisions de production pour 2026. Le nombre de bovins à abattre serait de nouveau en baisse de 45 000 têtes en 2026, après un recul de 150 000 têtes en 2025.

#### Recul des réformes en Allemagne

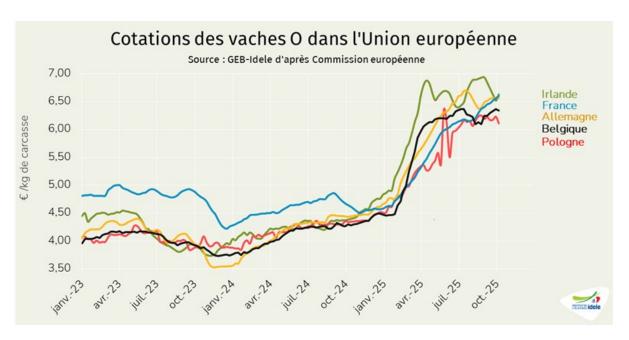
En **Allemagne**, les réformes sont plus nombreuses que durant l'été, mais demeurent à un niveau bien inférieur à ceux des années précédentes.



Les abattages de vaches sur les semaines 37 à 40 ont enregistré une baisse de 6% /2024 d'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI.

#### Les prix des vaches de réforme à des niveaux jamais vus

Les cours des vaches de réformes ont atteint des niveaux qu'aucun observateur n'aurait pu imaginer en début d'année. La vache O irlandaise a même flirté avec le 7 €/kg de carcasse cet été. A l'heure où démarre traditionnellement la baisse automnale des cours, les cotations restent élevées et la baisse saisonnière pourrait être gommée par la faiblesse de l'offre.

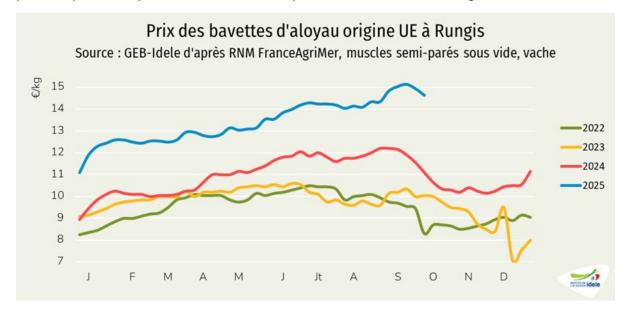


En semaine 40, les cotations étaient les suivantes :

- 6,63 €/kg de carcasse pour la vache O irlandaise (+51% /2024),
- 6,57 €/kg de carcasse pour la vache O allemande (+48% /2024),
- 6,34 €/kg de carcasse pour la vache O belge (+47% /2024),
- 6,11 €/kg de carcasse pour la vache O polonaise (+41% /2024).
- La cotation française, à 6,60 €/kg (+42% /2024), avait enfin rattrapé son retard par rapport à ses voisines.

# Les prix des pièces d'import en forte hausse

Les prix élevés des vaches de réforme en Europe se répercute sur les prix à l'import en France, notamment sur les pièces les plus recherchées par les restaurateurs. Le prix de la bavette d'aloyau, muscle emblématique parmi les pièces d'import en France, a crevé les plafonds sur le marché de Rungis.



D'après le réseau national des marchés, le prix de la bavette de vache origine UE semi-parée a culminé à 15,05 €/kg à Rungis le 12 septembre (+24% /2024 et +48% /2023). Il s'est légèrement replié depuis mais demeurait à un niveau historiquement élevé le 3 octobre, à 14,65 €/kg (+32% /2024 et +46% /2023).

Ces fortes hausses de prix limitent finalement l'attrait de la viande européenne sur le marché français. Les importations françaises de viande bovine sur les huit premiers mois de l'année affichent une baisse de 3%. Pour plus d'information, voir notre article sur le commerce extérieur et la consommation en France.

Viandes bovines » Maigre »

La hausse de prix se poursuit, sauf pour les broutards lourds

Dernière révision le 17 octobre 2025

Les disponibilités limitées après une campagne de naissances basse tirent les prix toujours plus hauts. Seule exception : le prix des broutard lourds de 450 kg a baissé de 21 cts en octobre.

Les disponibilités limitées après une campagne de naissances basse tirent les prix toujours plus hauts. Seule exception : le prix des broutard lourds de 450 kg a baissé de 21 cts en octobre.

#### Cours en hausse, sauf pour les plus lourds

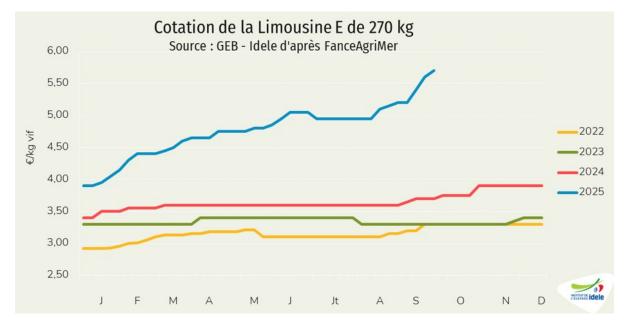
Deux tendances de prix sont observables en début d'automne en fonction des races et poids des broutards.

La plupart des cours poursuivent leur hausse marquée :

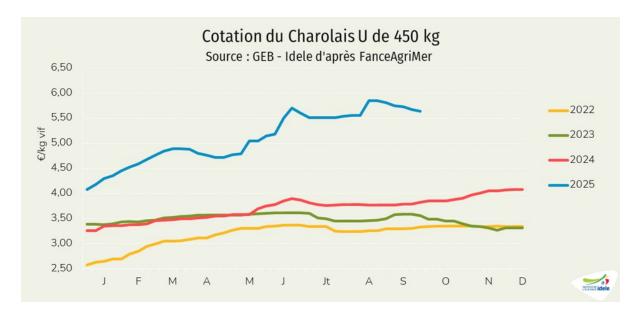
- Les broutards charolais U de 350 kg atteignaient 6,21 €/kg vif en semaine 40 (+2,34 € /2024, +20 cts en 4 semaines),
- Les broutards limousins E de 350 kg, cotaient à 5,95 €/kg vif (+1,80 € /2024 et +30 cts en quatre semaines).
- Les broutards croisés R de 300 kg, atteignaient 6,22 €/kg vif (+2,52 € /2024, +29 cts en quatre semaines),

Pour les femelles, les cours ont augmenté encore plus fortement que pour la plupart des mâles :

- Les femelles charolaises U de **270 kg**, très demandées à l'export et en France, cotaient à **5,57 €/kg** vif en semaine 40 (**+1,92 € /2024 et + 39 cts** en quatre semaines).
- Le cours des femelles limousines E de 270 kg s'élevait à 5,70 €/kg vif (+2 € /2024 et + 55 cts en quatre semaines).



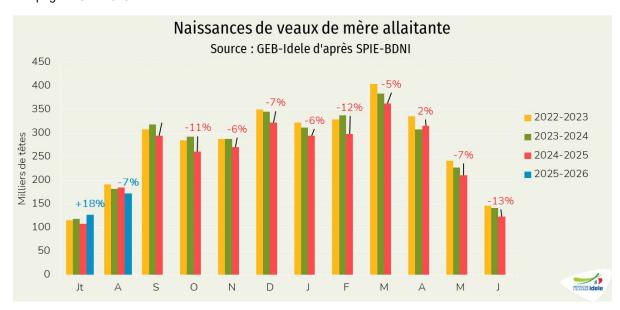
Une seule cotation était orientée à la baisse : celle des Charolais U de **450 kg** , en repli de **21 cts** sur quatre semaines, à **5,64 €/kg** vif (**+1,85 € /2024**).



Le recul des prix sur les animaux lourds en partie lié au recul récent des importations de broutards des Espagnols, dont les achats accrus de mâles lourds s'additionnaient jusqu'à présent à ceux des Italiens, soutenant particulièrement les cours. Par ailleurs, les prix actuels des broutards représentent un besoin en trésorerie conséquent, accentué sur les animaux lourds. Les acheteurs, aussi bien français qu'italiens ou espagnols, reportent les achats d'animaux de 450 kg vers des individus plus légers (350 kg ou moins). En effet ces animaux, bien que souvent plus chers au kilo, représentent des investissements moins importants à la tête et dégageront tout de même une plus-value une fois engraissés.

#### Recul des naissances allaitantes en août

En août 2025, les naissances étaient en baisse de 7% par rapport à 2024. Malgré tout, grâce aux chiffres positifs de juillet, le cumul de la campagne sur les deux premiers mois était en croissance : entre juillet et août, **300 000** veaux allaitants sont nés, soit une croissance de 2,5% (ou + 7 000 têtes) par rapport au début de campagne 2024-2025.

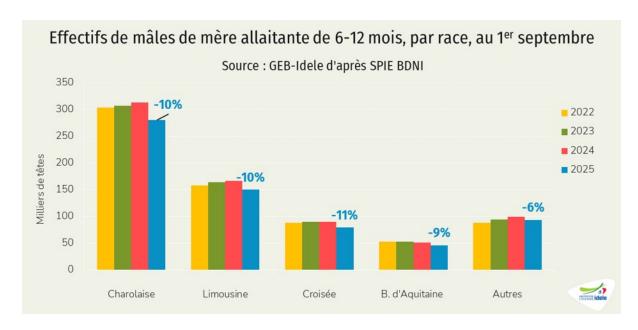


En cumul depuis le début de l'année 2025, **1,906 millions** de veaux allaitants sont nés, soit **99 000 têtes** de moins qu'en 2024, ou **-5%**.

#### Disponibilités en broutards en nette baisse

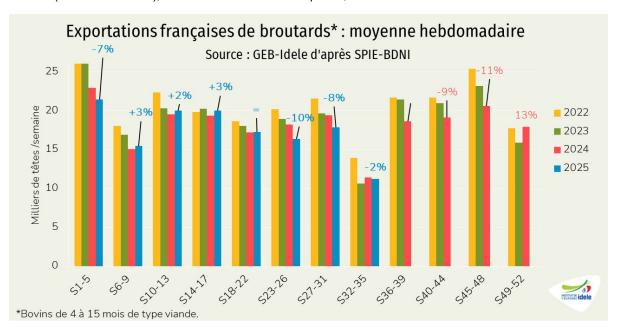
Au 1er août, 602 000 mâles allaitants de moins de six mois étaient présents en France, en baisse de 21 000 têtes (-3% /2024).

Pour les broutards de **six à douze mois**, la baisse d'effectif était plus forte. Le nombre de mâles présents était tombé à **652 000** (**-10%** ou **-59 000 /2024**).



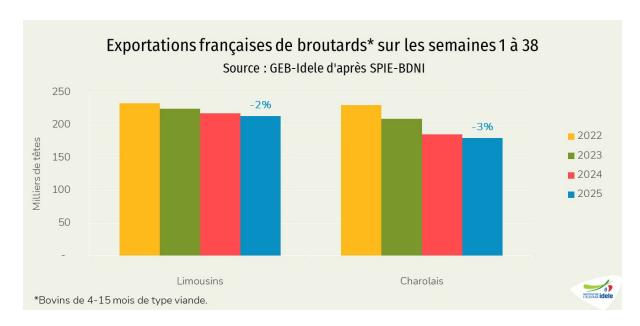
# Le recul des ventes à l'export se poursuit

En août (semaines 32 à 35), 56 000 broutards ont été exportés, en recul de 2% sur un an.



Le cumul sur 35 semaines est ainsi porté à 603 000 têtes exportées (-14 000 têtes/2024).

Cette baisse des exportations touche les Charolais un peu plus durement que les Limousins : en 38 semaines, 180 000 broutards charolais ont été exportés (-3% /2024), tandis que les envois de Limousins étaient en baisse de seulement 2% /2024 à 214 000 têtes. Les animaux plus lourds sont un peu moins demandés que par le passé à l'export, ce qui touche plutôt les Charolais, qui comptent plus d'animaux de plus de 400 kg que les Limousins.



#### Baisse des envois vers l'Italie

En août, 53 000 broutards ont été exportés vers l'Italie, en recul de 2 000 têtes /2024, soit -5% /2024.

13 000 femelles ont été envoyées, soit -5% /2024, ainsi que 37 000 mâles de plus de 300 kg, soit -1%/2024.

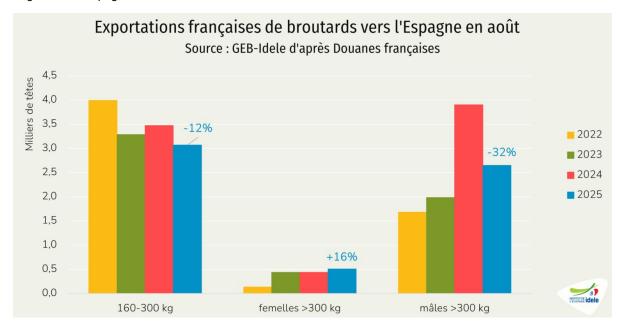
Sur huit mois on comptait **493 000** broutards exportés vers l'Italie (**-6% /2024**), dont 323 000 mâles de plus de 300 kg (**-9% /2024**).

#### Coup de frein vers l'Espagne en août

Pour l'Espagne, en août 2025, 6 000 têtes ont été envoyées (-20% /2024), dont :

- 3 100 bovins de moins de 300 kg (-12% /2024),
- 2 700 mâles de plus de 300 kg (-32% /2024).

On remarque donc que les exports vers l'Espagne d'animaux mâles plus lourds ont soudainement freiné en août. Après une telle croissance des prix, leur coût est peut-être désormais trop élevé pour la trésorerie des engraisseurs espagnols.



Le débouché espagnol avait été très dynamique jusqu'à l'été, ce qui permet de maintenir une belle avance sur huit mois par rapport à 2024. Sur les huit premiers mois de l'année, **93 000** broutards ont été exportés (**+28 000** têtes /2024 ou +40%), dont :

- 44 000 broutards mâles et femelles de 160 à 300 kg (+24% /2024)
- 47 000 mâles de plus de 300 kg (+50% /2024).

A l'heure où nous bouclons cette édition, nous apprenons que le ministère de l'Agriculture a pris des mesures temporaires d'interdiction d'exportations de bovins vivants, en raison des nouveaux foyers de DNC. Les analyses contenues dans ce numéro ne tiennent pas compte de cette information. Par ailleurs, dans un communiqué de presse, la ministre a affirmé « veiller à ce que le marché et les prix ne soient pas indûment affectés par cette mesure temporaire »

#### Viandes bovines » Veaux de boucherie »

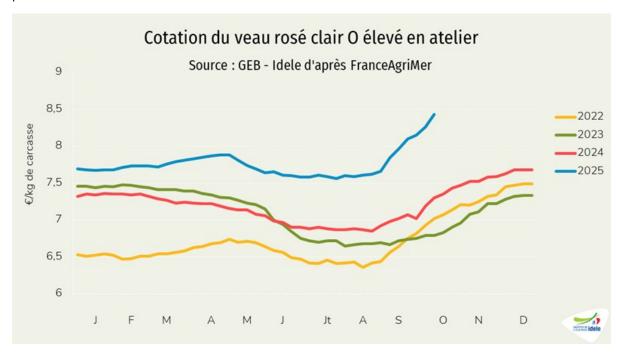
# Poursuite de la forte hausse des prix

Dernière révision le 17 octobre 2025

L'offre en veaux gras est insuffisante, aussi bien en France qu'aux Pays-Bas. Les cours des veaux entrée abattoir montent donc en flèche depuis fin août, avec la reprise des activités des collectivités et la hausse saisonnière de la demande.

#### Envolée des prix des veaux gras

En France, la hausse automnale des prix est particulièrement vive car les volumes abattus en France et en UE sont en net recul. Cette hausse permet d'amortir le prix des jeunes veaux laitiers qui bat des records depuis le début de l'année : 239 € /tête en moyenne de janvier à septembre, contre 103 € sur la même période 2024 pour le veau mâle Holstein de 45-50kg (voir notre article jeune veau laitier) renchérissant nettement le coût de production.



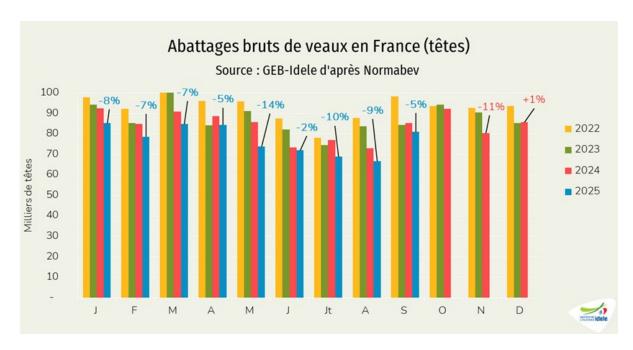
#### En semaine 41:

- Le veau rosé clair O cotait donc 8,43 € /kg de carcasse, après un bond de son prix de 47 cts sur un mois, un niveau supérieur de 1,13 € à celui de 2024 (+15%),
- Le veau rosé clair R valait 8,73 € /kg de carcasse, +39 cts sur un mois et +1,19 € /2024 (+16%),
- Enfin, le veau rosé clair U élevé au pis s'établissait à 11,29 € /kg de carcasse, après 72 cts de hausse sur un mois, un prix supérieur de 1,50 € à son niveau de 2024 (+15%).

#### A la rentrée, les abattages en recul de 5%

En France, le recul de la production se poursuit, dans un contexte de réduction des naissances laitières.

En septembre, 81 000 veaux ont été abattus, en baisse de 5,1% /2024, pour une production de 12 000 téc (-4,9% /2024). Le poids moyen des veaux abattus en septembre était très légèrement supérieur à celui de l'an passé à pareille époque (+0.4 kg).



**En cumul sur 9 mois, 696 000 veaux ont été abattus (-7,4% /2024)** pour 102 000 téc produites (-6,6% /2024) grâce à un léger alourdissement des veaux (+1,3 kg /2024) et vieillissement (+1,3 jour). La production de veau renoue avec des baisses significatives, comparables à 2022 et 2023 (respectivement –7% et –6%) alors qu'en 2024 la filière avait limité la baisse à 4% sur un an.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

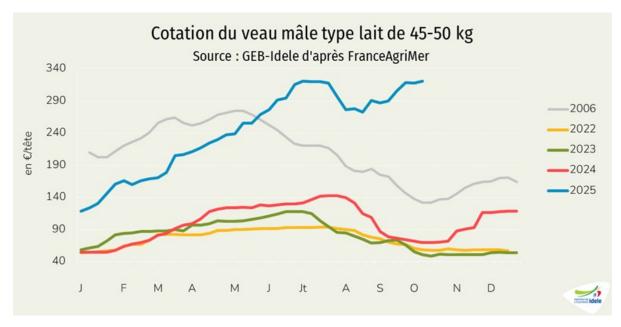
# Pas de baisse saisonnière des cours

Dernière révision le 17 octobre 2025

La baisse des naissances en France, couplée aux tensions sur le marché européen des bovins maigres, soutient les cours des veaux laitiers.

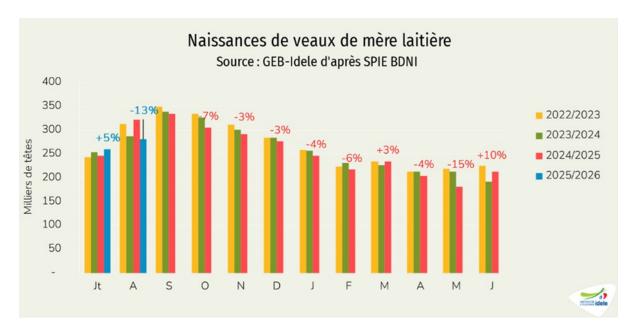
## Le prix du veau laitier toujours plus haut

Après un réajustement à la baisse en août, **la cotation du veau laitier est repartie à la hausse en septembre** contrairement à l'évolution habituelle liée à la hausse saisonnière des naissances.



En semaine 41, la cotation du **veau mâle laitier français de 45 à 50 kg** a encore gagné un euro. Elle a atteint 321 €/tête, égalant son pic de juillet et accroissant le différentiel avec les années précédentes (cette cotation n'était que de 70 € en 2024 à la même période).

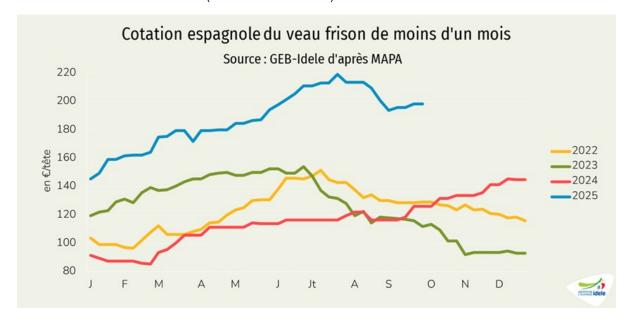
Ce haut niveau de prix témoigne de la faiblesse de l'offre liée à la baisse des naissances et du maintien de la demande en France et en Europe pour les veaux laitiers.



Les naissances de veaux laitiers ont enregistré une baisse de 13% en août par rapport au haut niveau de 2024, la baisse étant plus modérée par rapport à 2023 (-2,4%). Les premières données de septembre montrent par ailleurs un recul des naissances de 5% sur la première décade du mois par rapport aux 10 premiers jours de septembre 2024.

#### Les prix espagnols suivent le mouvement

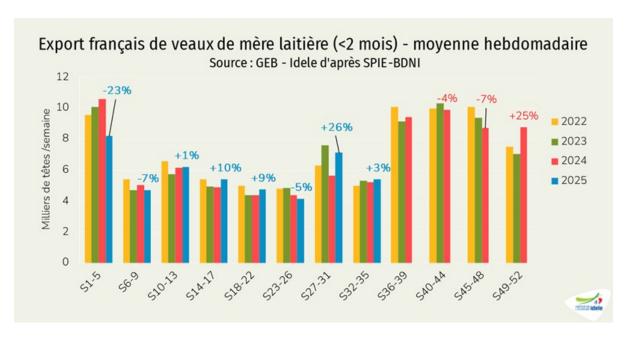
La cotation espagnole du veau frison est elle aussi repartie à la hausse, regagnant 4 € en quatre semaines pour atteindre 198 €/tête en semaine 40 (+57% /2024 soit +72 €).



Les opérateurs espagnols restent attentistes depuis la découverte de trois foyers de DNC en Catalogne début octobre, qui a conduit à la fermeture du marché marocain pour les bovins vivants. Toutefois cette fermeture de marché pourrait rester un épiphénomène au regard du manque global de viande bovine sur le marché européen. Les bovins finis ne pouvant plus partir au Maroc pourront être abattus en Espagne et vendus en carcasse.

#### Hausse des exportations en juillet et août

Après avoir augmenté de 26% en juillet (semaine 27 à 31), les exportations françaises de veaux auraient progressé de 3% en août (semaine 32 à 35).



A l'heure où nous bouclons cette édition, nous apprenons que le ministère de l'Agriculture a pris des mesures temporaires d'interdiction d'exportations de bovins vivants, en raison des nouveaux foyers de DNC. Les analyses contenues dans ce numéro ne tiennent pas compte de cette information. Par ailleurs, dans un communiqué de presse, la ministre a affirmé « veiller à ce que le marché et les prix ne soient pas indûment affectés par cette mesure temporaire »

# Poursuite du rebond de la production mondiale

Dernière révision le 17 octobre 2025

+4%

Dernière révision le 17 octobre 2025

C'est la hausse de la collecte de lait de vache en France en août. Soutenue par plusieurs facteurs : un prix du lait attractif, une bonne qualité des fourrages, un prix de l'aliment en baisse et des vaches conservées dans les exploitations.

# Lait de vache » Collecte laitière » Collecte en hausse, prix sous tension

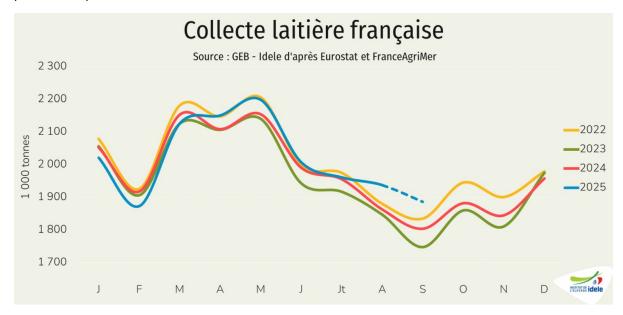
Dernière révision le 17 octobre 2025

La collecte laitière française a nettement rebondi cet été, portée par des conditions de production favorables. Des tensions commencent à se faire sentir sur le prix du lait.

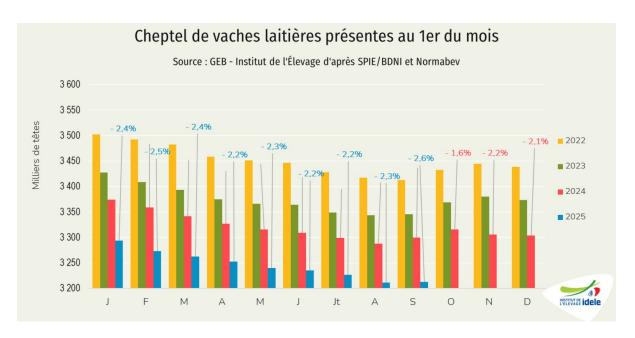
#### Nette hausse de la collecte estivale

En août 2025, la collecte laitière française a enregistré une progression très marquée (+4% /août 2024). Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le mois de septembre aurait confirmé cette dynamique avec une hausse supérieure à 4%. Après un 1<sup>er</sup> trimestre en recul, la collecte française a affiché un net rebond. Sur huit mois, c'est une croissance de 0,5% /2024 qui est observée.

Cette évolution positive s'explique par un prix du lait incitatif, combiné à une excellente qualité des fourrages récoltés en 2025 et à des prix de l'aliment en baisse, qui ont encouragé les éleveurs à garder leurs vaches et à produire davantage. Ce rebond intervient malgré la présence de la FCO dans l'Ouest, dont les effets restent pour l'instant peu visibles.



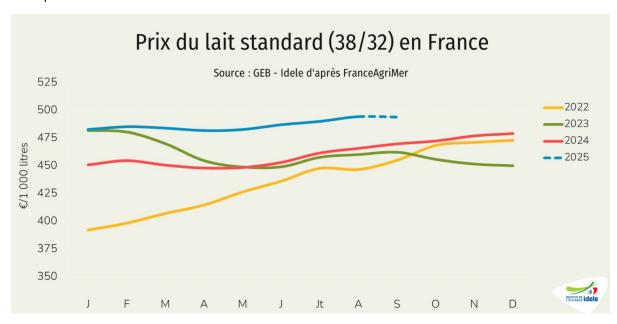
Cette hausse de collecte s'inscrit dans un contexte de **fort repli du cheptel laitier**. Au 1er septembre 2025, celui-ci s'établissait à 3,21 millions de têtes, en baisse marquée de **2,6%** sur un an. Ce recul s'est accentué sous l'effet des difficultés sanitaires. Des problèmes de fertilité ont retardé les reproductions décalant les mises bas, limitant l'entrée de génisses dans les troupeaux.



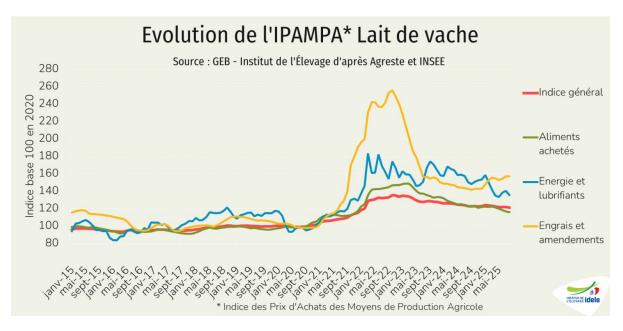
# Un prix du lait sous pression

En France, le prix du lait a légèrement augmenté ces derniers mois. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **494 €/1 000 litres en août 2025**. Ce prix est supérieur de 28 € /août 2024.

D'après l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix se serait stabilisé en septembre. En revanche, des laiteries annoncent des baisses de prix payé à leurs éleveurs pour octobre. La forte chute des cours du beurre et des poudres constatée depuis plusieurs semaines (voir les articles sur le beurre et les poudres) exerce une pression sur le prix du lait.



Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **ont reculé en août 2025** d'un mois sur l'autre (-0,5%) et ont diminué de 1,4% /août 2024. Sur un an le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-5,7% /2024), pour l'énergie (-9,8%) mais en hausse pour les engrais (10%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont en hausse.



La marge MILC, estimée à 256 €/1 000 I en août, a progressé de 9€ en un mois sous l'effet d'une hausse du produit lait, d'une stabilité du produit de la vente des animaux et d'une baisse des charges. La MILC a augmenté de 73€/1000 I sur un an. Le produit lait a progressé de 31€, les coproduits viande ont augmenté de 37€, tandis que les charges se sont réduites (-5€).

#### Lait de vache » Consommation »

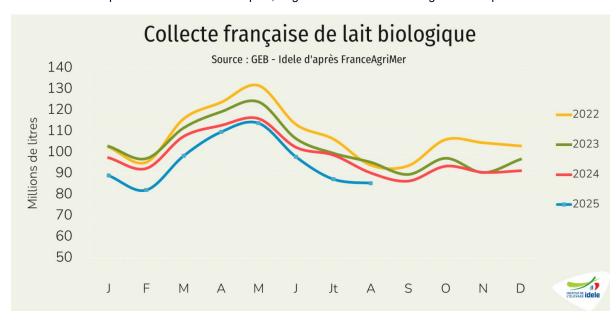
# Une reprise sélective des ventes de produits laitiers bio et AOP

Dernière révision le 17 octobre 2025

Le lait bio en France affiche une évolution contrastée en 2025. La collecte poursuit son recul tandis que la consommation montre des signes de reprise. Dans le même temps, la consommation de fromages AOP baisse modérément, à l'exception des pâtes pressées cuites qui maintiennent leur dynamique.

## La collecte de lait bio recule encore

En août 2025, la collecte de lait bio en France a poursuivi son repli (-5,3% /août 2024). En cumul depuis le début d'année, le recul a atteint 6,5% /2024. Cette tendance s'explique en partie par la diminution du nombre de livreurs, tombé à 3 672 en août 2025, soit une baisse de 15% par rapport au point haut observé en juin 2022. Selon l'enquête conversions du CNIEL, environ 270 départs ont été enregistrés entre juin 2024 et juin 2025. Alors qu'en 2021, les déconversions ne représentaient que 9% des cessations, leur part est passée à 50% en 2023 et atteindrait près de 67% en 2025. Cette érosion du nombre de producteurs bio s'explique par plusieurs facteurs : le recul prolongé de la consommation de produits laitiers bio, désormais en voie d'amélioration, la réduction marquée de l'écart de prix entre lait bio et lait conventionnel (voir partie suivante), mais aussi la multiplication des aléas climatiques, fragilisant l'autonomie fourragère des exploitations.



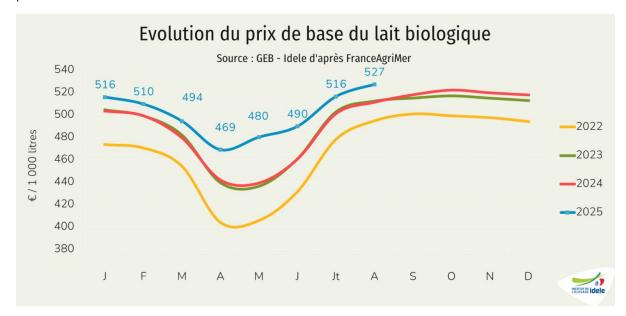
Au-delà du recul du nombre de livreurs, la collecte bio a également été affectée par la fièvre catarrhale ovine (FCO), qui a d'abord touché les régions de l'Est et du Nord avant de s'étendre à l'Ouest du pays. Les épisodes de chaleur de fin juin, début juillet et août ont également pesé sur le pâturage et le confort des animaux. Toutefois, la très bonne qualité des fourrages d'herbe de 2025 est encourageante pour produire du lait.

Pour mémoire, près de la moitié de la collecte nationale de lait bio provient des Pays de la Loire et de la Bretagne, tandis que quatre autres régions, représentant chacune 8 à 10% de la collecte, complètent la collecte. Parmi elles, la région Grand Est, particulièrement touchée par la FCO, a enregistré un retrait de 15% en cumul depuis le début de l'année.

#### Des prix mieux orientés mais un écart toujours faible avec le conventionnel

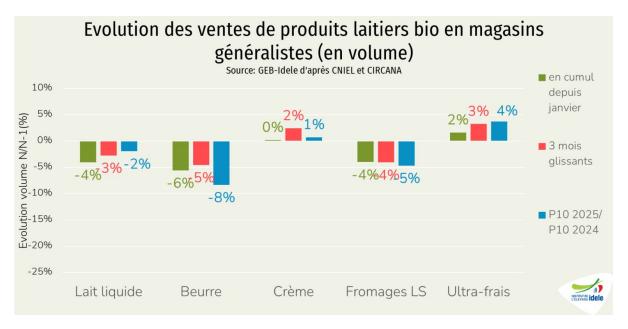
Le prix de base du lait biologique (38 g/l de TB et 32 g/l de TP) a atteint 527 €/1 000 l en août 2025. Ce prix est supérieur de 16 € /août 2024. Malgré cette progression, l'écart avec le lait conventionnel demeure limité, à 42 € /1 000 litres sur douze mois glissants.

Avec un prix du lait conventionnel appelé à se replier dans les prochains mois, l'écart avec le prix du lait bio pourrait de nouveau se creuser.



#### Vers une reprise en magasins généralistes ?

Depuis plusieurs périodes, la consommation de produits laitiers bio en magasins généralistes (hypermarchés, supermarchés, enseignes de discount) montre des signes de reprise. Cette dynamique reste toutefois inégale selon les catégories. Depuis fin mars, les ventes en volume d'ultra-frais bio sont en hausse, avec un cumul depuis janvier atteignant +2% /2024. Les ventes de crème bio sont restées stables sur la même période, alternant périodes de progression et de recul. Pour les autres produits laitiers, le repli se poursuit, mais avec une amplitude moindre que lors des périodes précédentes.



Les achats des ménages se concentrent majoritairement dans la distribution généraliste, qui a réalisé 62% des ventes en valeur de produits laitiers bio en 2024. Ce poids est nettement supérieur à celui observé pour l'ensemble des produits biologiques (48%). On observe toutefois un recul progressif de ce canal : en 2019, il représentait 69% des ventes en valeur.

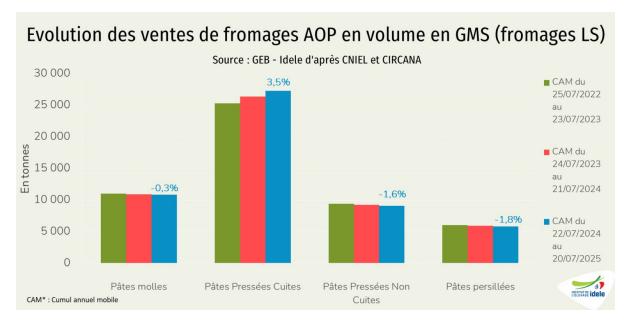
Les magasins spécialisés bio ont renoué avec la croissance en 2024, une tendance qui s'est confirmée en 2025. Selon Bio Linéaires, en cumul sur les 7 premiers mois de l'année, les ventes de produits bio en valeur y ont progressé de 6% /2024. La restauration collective suit également cette dynamique : après une stagnation en 2023 à 8,1%, la part de produits bio dans les approvisionnements de produits laitiers a atteint 10,3% en valeur en 2024.

# Fromages AOP : bonne dynamique pour les pâtes pressées cuites

Après deux années marquées par une forte inflation alimentaire, les **ventes de fromages AOP en libre-service** en grande distribution ont poursuivi leur **recul en 2024**. Toutes les catégories ont été concernées, à l'exception notable des fromages à pâte pressée cuite, seules à maintenir une dynamique positive.

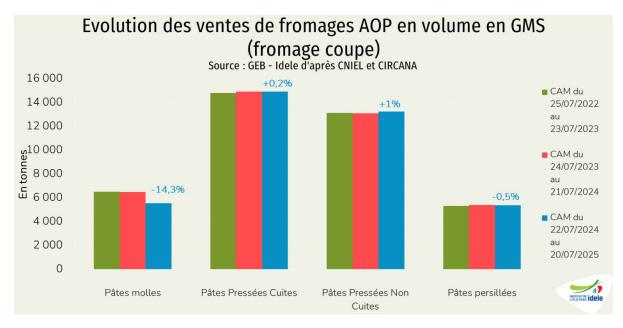
Sur un an glissant au 20 juillet 2025, le recul des ventes s'est de nouveau observé, mais avec une ampleur plus contenue que lors des périodes précédentes. Les pâtes molles ont reculé de 0,3%, les pâtes pressées non cuites de 1,6%, et les pâtes persillées de 1,8%. À l'inverse, les pâtes pressées cuites ont de nouveau progressé de 3,5%, confirmant leur bonne dynamique. Les prix, eux, ont peu évolué : stables pour les pâtes persillées, en légère hausse pour les autres catégories, avec un maximum de +1,2% pour les pâtes molles.

Dans le détail des appellations, les tendances sont contrastées : le Camembert AOP recule de 5%, tandis que le Mont d'Or bondit de 6,8%. Les Comté et *Parmigiano Reggiano* demeurent des valeurs sûres, chacun en progression de 4,2%. Le Cantal affiche également une belle performance (+3,4%), alors que le Reblochon subit une légère érosion (-1,5%).



En termes de répartition des ventes en magasins entre libre-service et fromages à la coupe, le libre-service concentre environ les deux tiers des volumes pour les pâtes molles et les pâtes pressées cuites, tandis qu'il ne représente que 40% des ventes pour les pâtes pressées non cuites et la moitié pour les pâtes persillées. Cette répartition met en lumière des comportements d'achat distincts selon les familles de fromages.

Sur un an glissant au 20 juillet 2025, les ventes de fromages AOP à la coupe ont affiché un net recul pour les pâtes molles (-14,3%), avec des reculs dépassant les 20% pour certaines appellations comme le Camembert, le Chaource, le Langres, le Mont d'Or ou le Neufchâtel. À l'inverse, les autres catégories de fromages ont présenté une situation plus stable : les pâtes pressées cuites ont progressé légèrement (+0,2%), les pâtes pressées non cuites ont gagné 1%, tandis que les pâtes persillées n'ont enregistré qu'un léger repli (-0,5%). Cette évolution s'explique en partie par la réduction de l'offre à la coupe dans de nombreux magasins. Jugées trop contraignantes à manipuler et sujettes à d'importantes pertes, les pâtes molles ont souvent été délistées ou réduites.



En 2024, la part du lait de vache utilisé à la fabrication de produits AOP dans la collecte française est tombée à 10%, contre 12,4% en 2022. Cette évolution traduit un recul sensible du poids des productions sous appellation au sein du bassin laitier national.

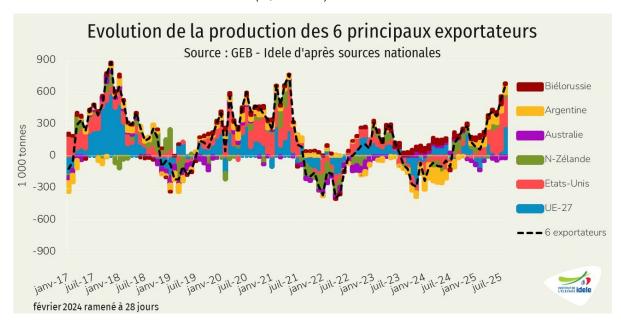
Lait de vache » Marché des produits laitiers »
Replis conséquents des cours du beurre

Dernière révision le 17 octobre 2025

Avec des disponibilités de lait en hausse les industriels ont produit plus de beurre. Les cotations du beurre sont orientées à la baisse depuis plusieurs semaines en Océanie comme aux États-Unis. Après avoir longtemps

# Progression marquée des disponibilités en lait

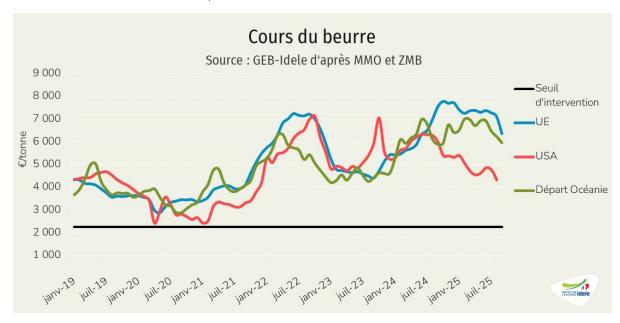
En août 2025, pour le 13ème mois consécutif, **la production cumulée de lait des six premiers exportateurs mondiaux** de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27) a poursuivi sa progression sur un an (**+2,7% /2024**). A nouveau, parmi les principaux exportateurs mondiaux, seule la collecte de l'Australie était en baisse (-3,0% /2024).



# Poursuite du repli généralisé des cours du beurre

En septembre 2025, les cotations du beurre ont poursuivi leur baisse en UE comme en Nouvelle-Zélande. Celle-ci était plus importante en UE qu'en Océanie. Après avoir résisté, les cotations étaient en effet en net recul dans l'UE (-11% /août 2025 et -15% /septembre 2024, à 6 378 €/t), faisant suite à la hausse des disponibilités. En Nouvelle-Zélande, malgré des niveaux d'export toujours soutenus, les cours avaient également reculé (-4% / août 2025 et +1% /septembre 2024, à 5 972 €/t).

Affecté par l'arrêt des activités gouvernementales depuis le 1<sup>er</sup> octobre aux États-Unis (« *government shutdown* ») faute d'accord sur le budget du pays, les données étasuniennes de septembre n'ont pas été publiées par l'USDA. En août 2025, les cours étasuniens restaient cependant orientés à la baisse (-9% /juillet 2025 et -31% /août 2024, à 4 338 €/t).

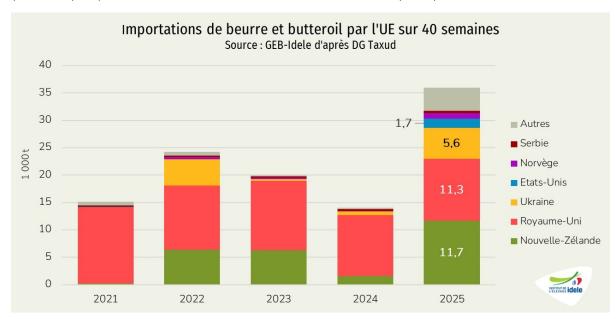


Aux **États-Unis**, la hausse des fabrications de beurre a été portée à la fois par le **dynamisme de la collecte** et la **progression du taux butyreux**, faisant du pays un exportateur net, une première. Les disponibilités sur le marché mondial ont également été alimentées par le **dynamisme néo-zélandais**. Entre janvier et juillet 2025,

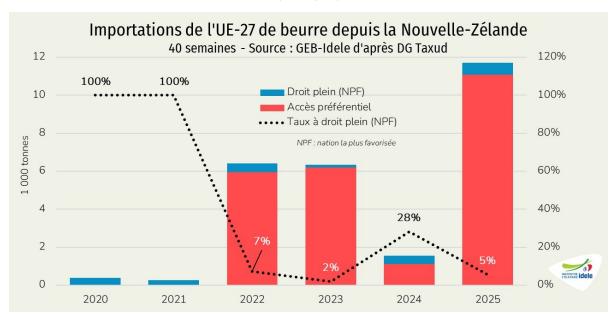
les exportations de beurre et *butteroil* depuis la Nouvelle-Zélande, 1<sup>er</sup> exportateur mondial, ont nettement progressé pour atteindre 308 000 tonnes (+13% /2024), alimentant notamment les besoins de UE en première partie d'année.

## Moins d'imports pour l'UE, plus de fabrications

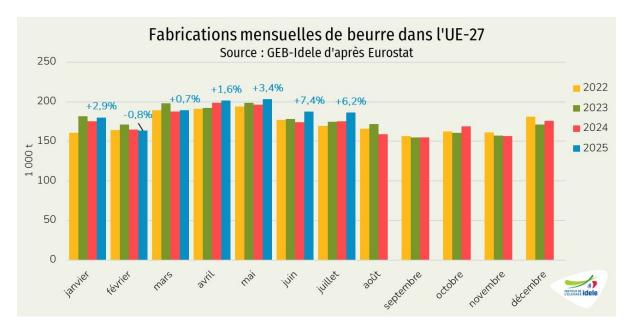
Avec un manque de disponibilités en début d'année, **les importations européennes de beurre et** *butteroil* **ont atteint un niveau record**. En cumul sur les 40 premières semaines de l'année, elles ont atteint 35 900 tonnes (x2,6 /2024), d'après les données de la DG Fiscalité et Union Douanière (Taxud).



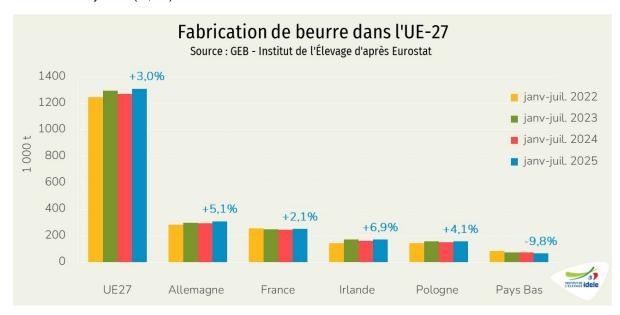
Sur cette période, **la Nouvelle-Zélande est devenue le 1<sup>er</sup> fournisseur de l'UE à 27**, devant le Royaume-Uni. La Nouvelle-Zélande a ainsi fourni près du tiers des importations de l'UE (11 700 tonnes, x7,6 /2024). Elle a notamment bénéficié du net différentiel de prix au premier semestre et de l'ouverture supplémentaire du marché européen via l'application de l'accord de libre-échange. Près de 95% des importations européennes sur la période ont été réalisées via un accès préférentiel (contingent).



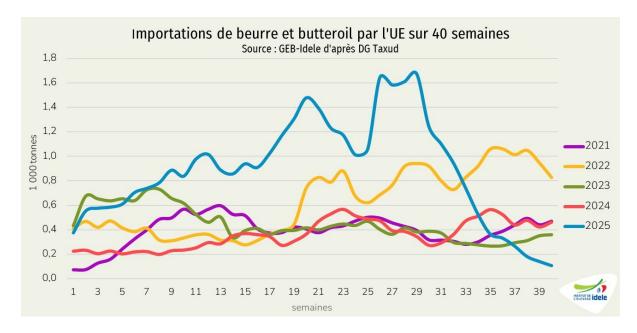
La progression sur 1 an des fabrications de beurre dans l'UE à 27 avait été plutôt limitée. Mais avec un signal prix toujours intéressant en milieu d'année, les cotations restant supérieures à 7 000 €/t jusqu'en août, les fabrications européennes ont nettement progressé. Sur le 2ème trimestre de 2025, elles ont atteint 592 000 tonnes (+4,0% /2024) et restaient soutenues en juillet (+6,2% à 186 000 t).



Ainsi, en cumul sur les sept premiers mois de 2025, les fabrications étaient en hausse pour atteindre 1,31 million de tonnes (+3,0% /2024). Elles étaient en hausse dans les principaux États membres producteurs à l'exception notable des Pays-Bas (-9,8%).

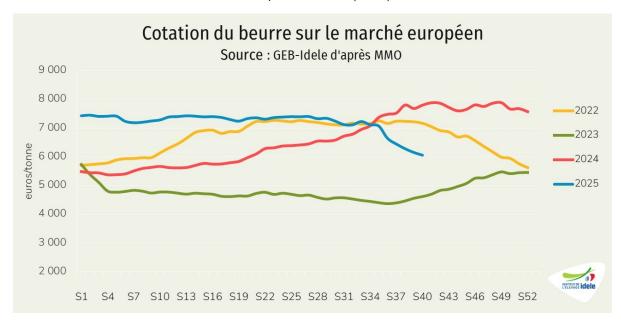


Avec des fabrications plus soutenues et une demande de certains opérateurs désormais plus limitée, **les besoins à l'import de beurre ont nettement fléchi au sein de l'UE**. Ainsi, après un pic d'importation avoisinant les 1 600 t/semaine entre les semaines 25 et 30, les flux se sont nettement repliés, pour tomber à moins de 200 t/semaine depuis la semaine 38.

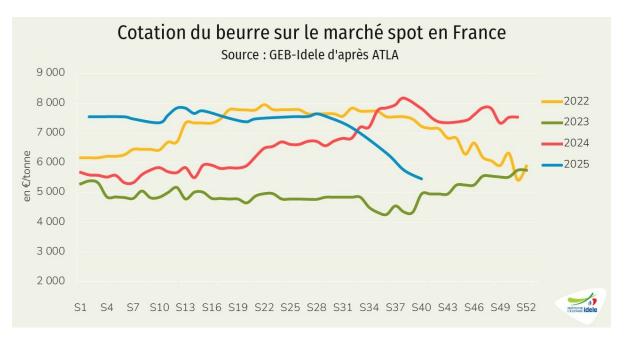


# Poursuite de la pression à la baisse sur les cours de beurre ?

Le repli des cours mondiaux et la progression de l'offre ont fini par peser sur la cotation du beurre dans l'UE qui a longtemps résisté. D'après la Commission européenne, en semaine 40, le cours du beurre sur le marché européen atteignait 6 053 €/t (-22% /2024). Après une longue période de faible reflux, il avait commencé à chuter en semaine 35. En 5 semaines, il a ainsi perdu 1 013 €/t (-14%).

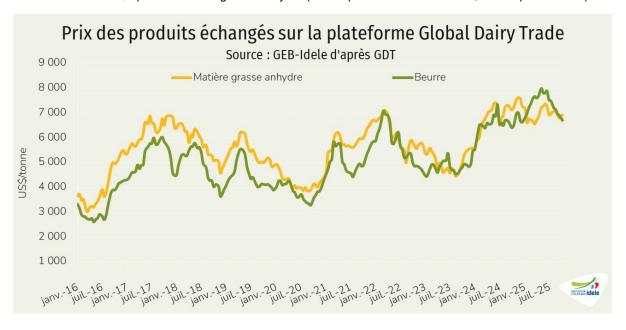


Le constat est similaire en France. D'après l'ATLA, La cotation s'établissait à 5 460 €/t en semaine 40 (pas de cotation en semaine 41). Elle était en baisse de 14% sur un mois et de 30% sur un an (-2 370 €/t).



Les dernières enchères pour le beurre et la matière grasse anhydre sur la plateforme internationale *Global Dairy Trade* restaient orientées à la baisse. Le 7 octobre 2025, les prix ont atteint :

- 6 712 US\$/t, pour le beurre (-4% depuis le début de l'année, -6% depuis fin août),
- 6 916 US\$/t pour la matière grasse anhydre (-2% depuis le début de l'année, -2% depuis fin août).



D'après les prévisions publiées par la Rabobank début septembre, les bonnes marges à la ferme ont soutenu l'augmentation de la production laitière, notamment aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. La production de lait dans les principales régions exportatrices devrait atteindre son pic au second semestre 2025, avec une croissance qui se poursuivra en 2026, mais à un rythme plus modéré.

Alors que les disponibilités en lait devraient donc rester importantes, certains signes font craindre à la Rabobank un niveau de consommation de produits laitiers en deçà des attentes. Dans le secteur de la restauration, la fréquentation demeure faible dans de nombreuses grandes économies. Et le manque de confiance des consommateurs continue de peser sur les dépenses, notamment pour les ménages à revenu faible et moyen. La demande en produits laitiers dans les circuits de distribution alimentaire serait également décevante dans de nombreux pays et les ménages paient davantage pour les produits laitiers, l'inflation dans les rayons laitiers restant orientée à la hausse dans certaines régions.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Pressions à la baisse sur les cours des poudres

Dernière révision le 17 octobre 2025

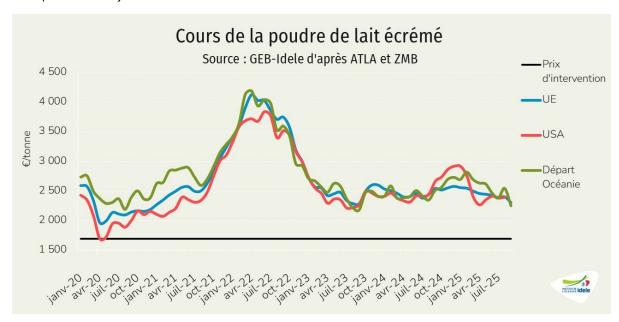
A l'instar du beurre, les cotations des poudres maigre et grasses sont orientées à la baisse chez les principaux

producteurs/exportateurs. La demande sur les marchés internationaux reste atone.

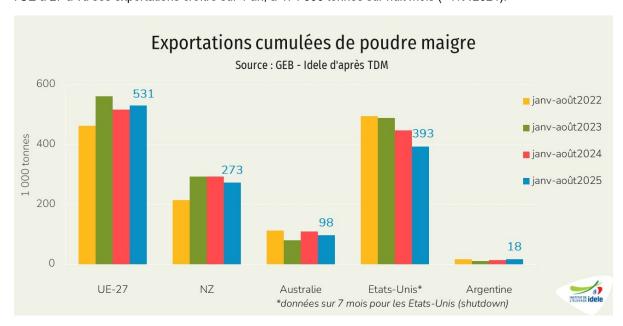
#### Les cours de la poudre maigre en retrait

En septembre 2025, les cotations de la poudre maigre étaient orientées à la baisse en Nouvelle-Zélande comme dans l'UE. En Nouvelle-Zélande, après un léger rebond en fin d'été, le cours de la poudre maigre était en baisse marquée sur un mois, à 2 254 €/t (-12% /août 2025 et -10% /septembre 2024). La compétitivité de la poudre maigre européenne restait notamment affectée par la vigueur de l'euro. Le cours de la poudre maigre en UE était également en repli (-4% /août 2025 et -9% /septembre 2024, à 2 308 €/t).

Aux États-Unis, les données de septembre n'étaient pas disponibles en raison de l'arrêt des activités gouvernementales faute de budget. En août 2025, les cours étasuniens restaient cependant relativement stables à 2 400 €/t (+1% /juillet 2025 mais -2% /août 2024). Mais les derniers rapports de l'USDA disponibles fin septembre faisaient état de prix de la poudre de lait écrémé en baisse dans un contexte de demande en déclin et de production toujours soutenue.



Les exportations cumulées des principaux exportateurs étaient en retrait depuis le début de l'année. Seule l'UE à 27 a vu ses exportations croître sur 1 an, à 474 000 tonnes sur huit mois (+4% /2024).



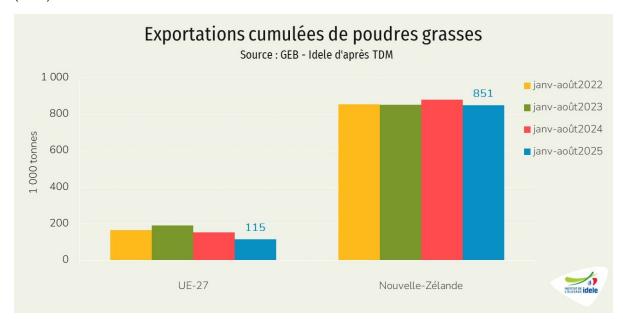
# Les cotations des poudres grasses également à la peine

Les cours des poudres grasses étaient également orientées à la baisse en Nouvelle-Zélande comme dans l'UE. En septembre 2025, les cours des poudres grasses néo-zélandaises étaient en repli, à 3 255 €/t (-5% /août 2025 mais +4% /septembre 2024). Le constat était le même pour les poudres grasses de l'UE (-3% /août 2025 et -5% /septembre 2024, à 4 053 €/t).

Aux États-Unis, les cotations des poudres grasses étaient en léger retrait à 2 400 €/t en août 2025 (-1% /juillet 2025 mais -12% /août 2024). Fin septembre, les derniers rapports de l'USDA précisaient que la demande de poudre de lait entier était faible et que les prix étaient en baisse.



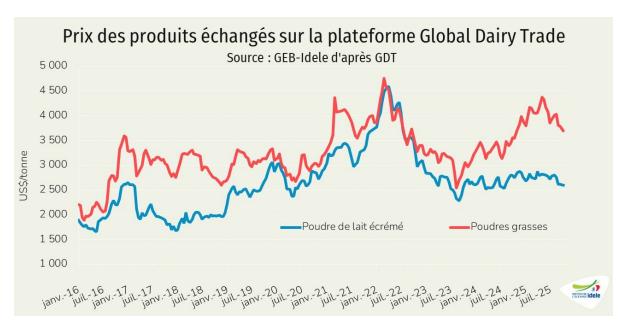
Les deux principaux exportateurs sur les marchés internationaux ont vu leurs envois reculer en 2025. Sur huit mois, la Nouvelle-Zélande a expédié 805 000 tonnes de poudres grasses (-3% /2024) et l'UE 102 000 tonnes (-24%).



# Baisse des cours des commodités et recul des prix payés par certains industriels

Alors que les perspectives de la Rabobank sont plutôt pessimistes, les dernières enchères pour les poudres sur la plateforme internationale *Global Dairy Trade* restaient orientées à la baisse. Le 7 octobre 2025, les prix ont atteint :

- 2 599 US\$/t, pour la poudre maigre (-3% depuis le début de l'année, -6% depuis fin août),
- 3 696 US\$/t pour les poudres grasses (-3% depuis le début de l'année, -8% depuis fin août).



En France, les dernières cotations publiées par l'ATLA pour la semaine 41 faisaient également état de baisses pour les poudres :

- Le cours de la poudre maigre était en retrait de 9% sur un mois et en baisse de 320 €/t depuis un an (-13%), à 2 070 €/t ;
- Le cours des poudres grasses (26%) était en recul de 13% depuis la dernière cotation en semaine 36 et en baisse de 240 €/t depuis un an (-6%), à 3 680 €/t.

Avec des cours des commodités (beurre et poudres) en baisse sur les marchés mondiaux depuis plusieurs semaines, les prix à la production ont reculé en août 2025 dans certains pays exportateurs comme aux États-Unis (-8€ en un mois à 396 €/t d'après nos estimations). S'il reste stable en dollar néozélandais, le prix du lait en Nouvelle-Zélande recule en euro (-5€ en un mois à 397 €/t). En revanche, ce n'était pas le cas en Allemagne (+1€ en un mois à 524 €/t), ou en France (+8€ en un mois à 494 €/t).



# Un creux de la cotation française très marqué cette année

Dernière révision le 17 octobre 2025

#### Viande ovine » France »

# Les achats d'agneaux particulièrement timides cet automne

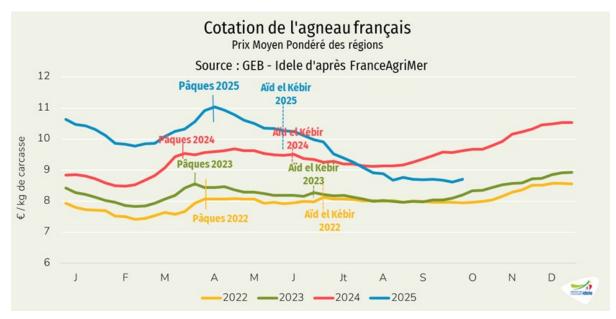
Dernière révision le 17 octobre 2025

Alors que la rentrée scolaire est déjà bien entamée, les achats des consommateurs sont habituellement faibles à cette période de l'année mais ils le sont d'autant plus en ce moment, du fait d'un prix de vente élevé.

#### La cotation française se redresse mi-octobre

Fin août, la **cotation** de l'agneau français semblait entamer sa traditionnelle hausse jusqu'à Noël. Elle s'est au contraire légèrement réduite pour se stabiliser ensuite. En semaine 41 de 2025 (se terminant le 12 octobre), elle s'est **redressée** de 0,09 €/kg d'une semaine sur l'autre, à **8,71 €/kg**, en baisse de 0,96 €/kg comparée à la même semaine en 2024. C'est la **baisse saisonnière des abattages**, entre juin et novembre, qui permet un redressement de cette cotation.

La **FCO** a frappé une partie des élevages français l'automne dernier, provoquant un retard des sorties des agneaux (cet été au lieu du printemps). Cela a amplifié le traditionnel déséquilibre offre/demande estival et fait plonger la cotation française.



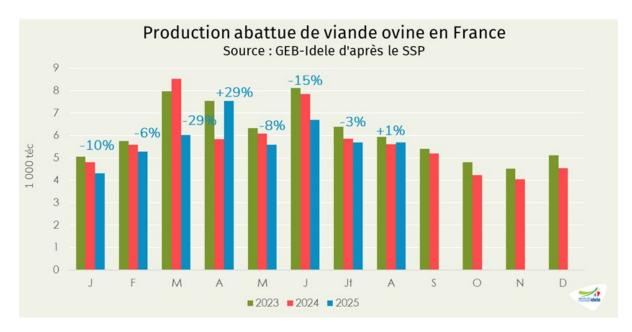
L'**IPAMPA ovin viande** poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022, même s'il est doucement reparti à la hausse fin 2024 pour régresser ensuite : il reculait de 1% d'un mois sur l'autre en août 2025 et se maintenait par ailleurs à son niveau d'août 2024. Si on regarde dans le détail :

- L'indice énergie et lubrifiants a baissé de 4% d'un mois sur l'autre et reculé de 8% /2024 ;
- L'indice engrais était stable d'un mois sur l'autre et en hausse de 10% d'une année sur l'autre ;
- L'indice **aliments achetés** s'est replié de 1% d'un mois sur l'autre et de 3% d'une année sur l'autre.

Attention, d'autres charges comme le travail, les travaux par tiers ou les assurances, non incluses dans l'IPAMPA, continuent de croître.

# Les abattages et la consommation s'équilibrent, à de bas niveaux

Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine était en **recul de 7%** d'une année sur l'autre sur les huit premiers mois de 2025, à 47 000 téc, et de 24% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).



Sur la période, les **abattages d'agneaux** ont diminué de 9 % en effectif et de 7 % en volume, à 2,0 M de têtes et 37 000 téc, avec un poids de carcasse à 18,9 kgéc (+0,45 kgéc /2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,1 kgéc à 27,0 kgéc. Leur nombre a diminué de 9% /2024 (à 302 000 têtes) : en volume la baisse de production est donc moins prononcée (-5%, à 8 000 téc). Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de FCO.

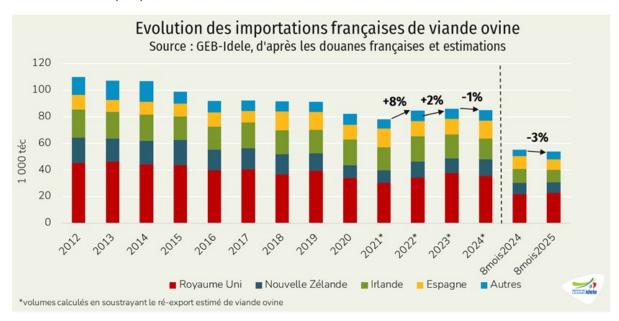
Selon les données d'Ovinfos, les abattages augmentent légèrement fin septembre, après avoir connu un creux marqué tout au long du mois. L'an passé les abatteurs manquaient d'agneaux à cette période de l'année, et à l'automne 2025, l'offre en agneaux est largement suffisante pour satisfaire une demande restreinte.

Les **importations françaises d'agneaux vivants ont diminué** sur les huit premiers mois de 2024, de 39% /2024, totalisant 48 000 têtes. Elles reculent de 28 000 têtes d'Espagne, notre principal fournisseur. Les imports de réformes, toutes espagnoles, ont baissé de 26% /2024, à 10 200 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Les **exports d'agneaux vivants ont reculé** de 11% sur la période, totalisant 172 000 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont quintuplé (+27 500 têtes) mais n'ont pas suffi à contrebalancer les baisses vers l'Espagne (-11 800 têtes), l'Italie (-25 700 têtes) et la Grèce (-9 200 têtes). Les exports de réformes ont en revanche légèrement progressé, de 6%, à 38 000 têtes.

#### La baisse de nos importations de viande ovine s'accentuerait en août

Après un léger recul sur l'année 2024, les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) reculeraient de nouveau sur un cumul de 8 mois en 2025 (-3%), totalisant 54 000 téc.

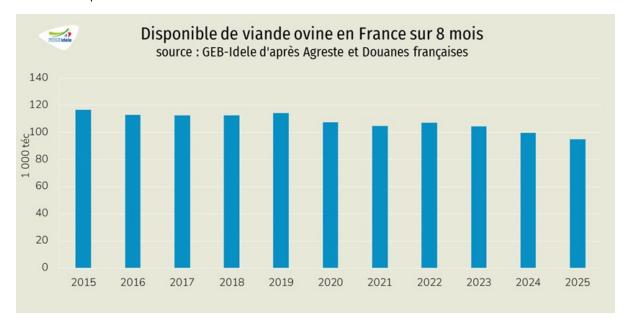


Sur cette période, on observe un regain des volumes en provenance du Royaume-Uni (+4%, estimation) mais

des baisses marquées d'Espagne (-17%), de Nouvelle-Zélande (-5%) et d'Irlande (-11%). Les importations françaises de viande ovine reculeraient tout de même de 13 % comparées à la moyenne 2015-2019.

#### Le disponible français en viande ovine recule en 2025

Sur les huit premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 5% /2024 et même de 17% comparé à la moyenne 2015-2019.

Selon le panel Kantar, dont les données sont fournies par FranceAgriMer, les achats de viande ovine par les ménages français (hors RHD) ont baissé de 13% sur 8 mois en 2025 comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 10% de son prix moyen.

Viande ovine » UE et monde »

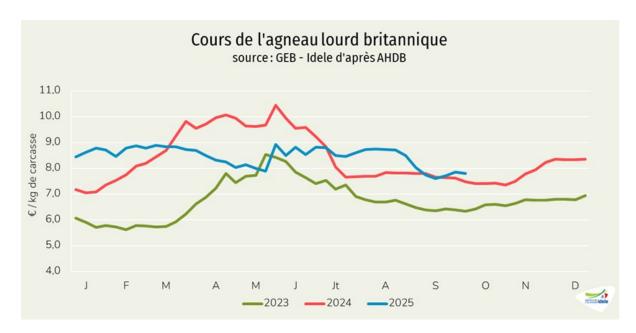
# Le marché européen reste sous tension

Dernière révision le 17 octobre 2025

Sur les huit premiers mois de 2025, les productions de viande ovine en Espagne, France, Irlande et au Royaume-Uni diminuent. Cela a pour effet de maintenir le marché sous tension.

#### Royaume-Uni : la baisse de la consommation intérieure libère des volumes à l'export

Après avoir connu un regain cet été, la **cotation** de l'agneau britannique a nettement baissé de fin août à miseptembre. Elle est repartie légèrement à la hausse ensuite, pour se replier de 6 centimes en semaine 40 (se terminant le 5 octobre 2025) et atteindre **7,80 €/kg** soit +0,32 €/kg comparée à 2024.

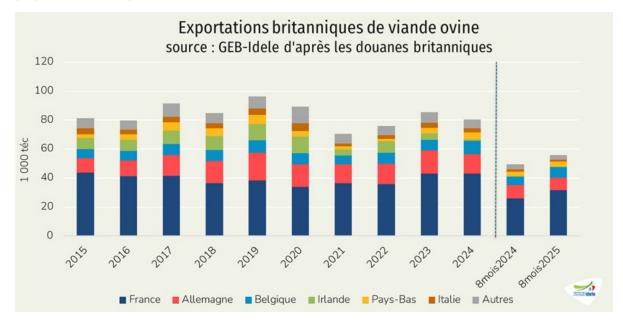


Les dernières données du *Defra (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales)* indiquent que la **production** britannique de viande ovine a atteint 175 000 t sur les huit premiers mois de 2025, soit une **hausse de 3% /2024** et une baisse de 7% comparée à la moyenne 2015-2019. Les abattages d'agneaux ont totalisé 7,4 M de têtes sur la période, soit +1% /2024, avec une légère hausse des poids moyens de carcasse. Les abattages de réformes ont à l'inverse reculé, de 6%, à 881 000 têtes, avec un allègement des carcasses. Cette baisse du nombre de brebis abattues pourrait refléter la **contraction continue du cheptel reproducteur national**.

Malgré un lent démarrage des abattages en 2025, du fait de pertes dues aux intempéries et à l'augmentation des maladies pendant l'agnelage en 2024 (comme le virus de Schmallenberg), la production s'est redressée sur les mois suivants. Elle fléchit de nouveau en août.

On constate une **baisse de 8 % des ventes d'agneau au détail** au 7 septembre, en cumul annuel mobile, en parallèle d'une hausse de 4 % du prix moyen payé (*Kantar*). Parallèlement, **les volumes d'agneau en restauration ont augmenté de 3 %** (volumes estimés par *AHDB* d'après les données *OOH Worldpanel by Numerator UK*), malgré une hausse de 7 % du prix moyen sur un an (voir l'article sur le site d'AHDB).

Cela libère des volumes à l'export : les exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 13% sur la période, à 56 000 téc. Elles dépassaient ainsi de 5% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

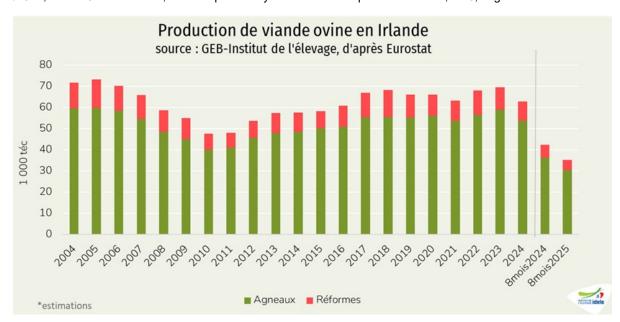


Après un bond en 2024, les **importations** britanniques de viande ovine **poursuivent leur croissance** début 2025, augmentant de 7% /2024 sur les huit premiers mois de 2025, à 57 000 téc.

Irlande : les exports seraient très dynamiques malgré une production en baisse

En semaine 40 de 2025, selon la commission européenne, la **cotation** de l'agneau irlandais atteignait **7,48 €/kg,** stable d'une semaine sur l'autre et en hausse de 0,46 €/kgéc comparée à la même semaine en 2024.

Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, la **production** irlandaise de viande ovine **a chuté de 17%** /2024 sur 8 mois en 2025, totalisant 35 000 tonnes : c'est 18% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs d'agneaux abattus ont diminué de 19% /2024 et les volumes de 16%, illustrant une hausse du poids moyen de carcasse, de 21,6 à 22,2 kg. Le nombre de réformes a aussi reculé, de 21% /2024, et de 20% en volume, avec un poids moyen de carcasse guasiment stable, à 26,1 kg.



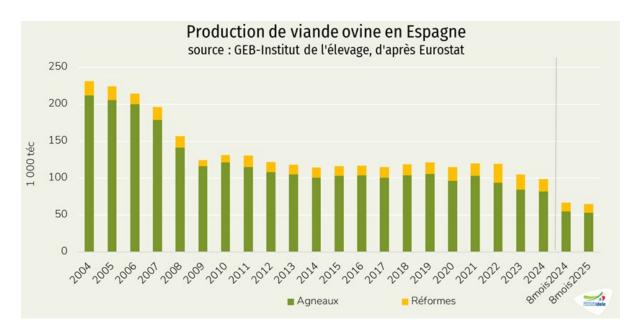
De nombreuses brebis ont été abattues plus tôt cette année, profitant des prix très élevés à cette époque mais diminuant franchement le nombre de reproductrices. Parallèlement, de nombreux éleveurs en âge de s'arrêter vendent leurs troupeaux faute de repreneurs. Tout cela explique au moins en partie le franc recul de production.

Malgré ce repli et selon les douanes irlandaises, les **exportations** de viande ovine se seraient redressées d'une année sur l'autre d'avril à août (après un creux des exports en 2024) si bien que sur 8 mois cumulés en 2025, elles totalisaient 31 200 téc, en **hausse de 15% /2024**. Les exports vers la France auraient bondi de 30% (en discordance avec les douanes françaises...).

#### Espagne: la production recule mais les exports de viande ovine progressent

La **cotation** espagnol de l'agneau entrée abattoir était enregistrée à **9,39 €/kg** en semaine 40, soit +0,03 €/kg d'une semaine sur l'autre et +0,31 €/kg /2024. C'est **la cotation de l'agneau la plus élevée** parmi les pays étudiés, et il est rare qu'elle ne soit pas française.

Selon *Agreste*, la **production** de viande ovine espagnole a **baissé** de 2% d'une année sur l'autre sur huit mois 2025, totalisant 65 000 t. Près de 490 000 **réformes** ont été abattues, soit +2% /2024, avec une hausse plus faible en volume (+1%): le poids moyen de carcasse est quasiment stable, à 24,4 kg. 4,4 M d'agneaux ont été abattus, soit -7% /2025, pour un volume en baisse de seulement 3%. L'alourdissement marqué des carcasses **d'agneaux**, de 0,6 kg sur la période considérée à 12,1 kg, est probablement lié à l'annulation de l'envoi au Maroc de dizaines de milliers d'ovins pour la Fête du Sacrifice. Ces agneaux avaient finalement été abattus en Espagne.



Malgré un recul des abattages, les **exportations** de viande ovine espagnole sont en **hausse** d'une année sur l'autre sur 8 mois en 2025, de 6% /2024, à 33 000 téc. C'est 1% de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment une forte hausse des envois vers l'Algérie (multipliés par plus de trois, de 2 700 téc en 2024 à 8 500 téc en 2025).

Côté vif, on constate une **baisse des envois d'agneaux espagnols** d'une année sur l'autre (-31% /2024), à 720 000 têtes. **Les envois de réformes ont davantage reculé**, de 36% /2024, à 80 000 têtes.

#### Nouvelle-Zélande : production et exportations de viande ovine reculent

Sur les 8 premiers mois de 2025, **la production néozélandaise de viande ovine a reculé** de 3% /2024, totalisant 279 000 téc. Le nombre **d'agneaux** abattus a diminué de 8% /2024, à 12 M de têtes, tandis que celui des **réformes** a augmenté de 7%, à 2 M de têtes. On observe une nouvelle phase de **décapitalisation**, à mettre en lien avec les **difficultés structurelles** auxquelles fait face la filière néozélandaise (compétitivité de l'élevage bovin lait puis plantation de pin plus récemment, qui participent aux difficultés de rentabilité des exploitations ovines). En août, les effectifs d'agneaux abattus ont baissé d'une année sur l'autre et ceux de réformes ont augmenté.

Les exportations de viande ovine ont totalisé 289 000 téc sur 8 mois, en recul de 2% /2024.



# Rattrapage en cours pour les livraisons de lait de chèvre

Dernière révision le 17 octobre 2025

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

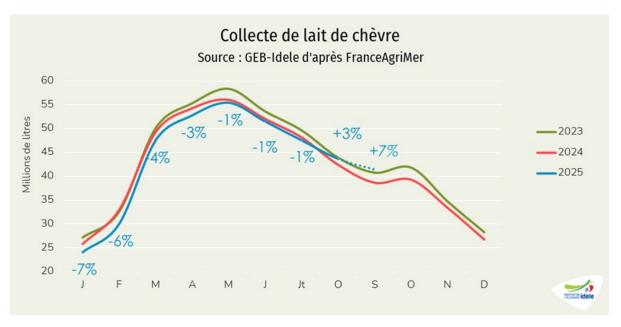
# Vers des approvisionnements stables en 2025

Dernière révision le 17 octobre 2025

En août, les livraisons de lait de chèvre sont repassées dans le vert dans toutes les régions françaises. Les approvisionnements des transformateurs se rapprochent ainsi de leur niveau de 2024. Les fabrications de fromages sont stables en cumul annuel et celles d'ultra-frais affichent une belle progression.

#### Rattrapage progressif du niveau des livraisons de 2024

En août, la collecte de lait de chèvre s'est élevée à 43,7 millions de litres, enregistrant une hausse 3% /2024.



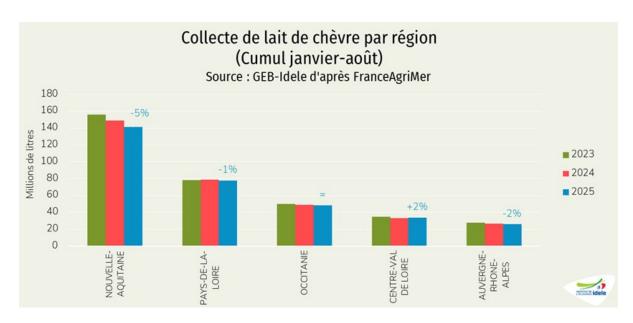
En cumul sur les huit premiers mois de l'année, 353 millions de litres ont été livrés, soit -2% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). L'écart avec 2024 diminue progressivement à mesure que les livraisons progressent. D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la production a poursuivi sa dynamique en septembre (en pointillés sur la courbe), avec des livraisons très supérieures à leur niveau de septembre 2024 (+7%). L'effet des fourrages de bonne qualité récoltés au printemps et de la météo se font pleinement sentir.

## Livraisons en hausse dans toutes les régions en août

Avec l'arrivée en avril 2025 des fourrages de meilleure qualité, la collecte de lait de chèvre a repris des couleurs. **Sur le mois d'août, les livraisons sont en hausse dans toutes les régions, une première depuis de nombreux mois :** +9% en AURA, +4% en Centre-Val de Loire et Pays de la Loire, +2% en Occitanie et +1% en Nouvelle-Aquitaine.

En cumul sur les huit premiers mois de 2025, la collecte a évolué comme suit d'une année sur l'autre :

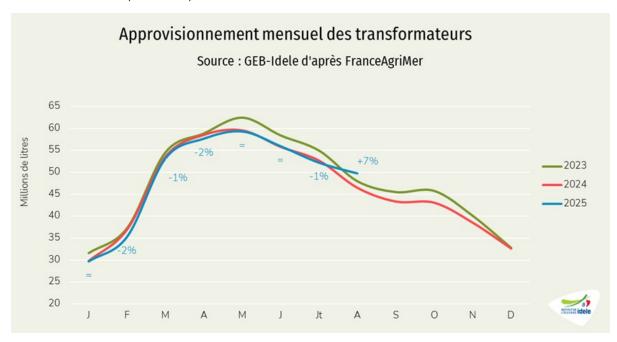
- +2% en Centre-Val de Loire,
- Stable en Occitanie
- -1% en Pays de la Loire,
- -2% en AURA,
- -5% en Nouvelle-Aquitaine.



## Les approvisionnements retrouvent leur niveau de 2024

Les stocks de produits de report caprins sont en recul en août (-24% /2024) et par rapport au mois précédent (-8% /juillet 2025).

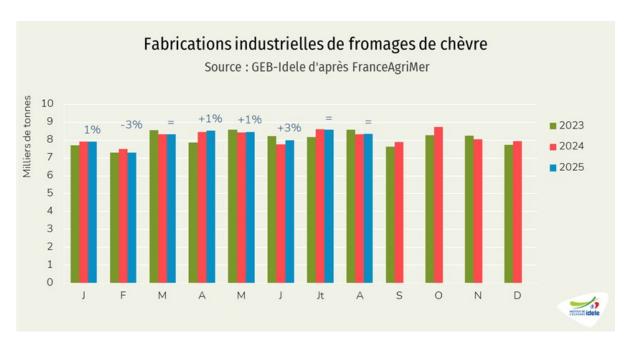
Les industriels français ont importé 6,1 millions de litres équivalent lait en août (+50% /2024 et +33% / juillet 2025). Ainsi, les approvisionnements des transformateurs sont en hausse par rapport à août 2024, à 49,7 millions de litres (+7% /2024).



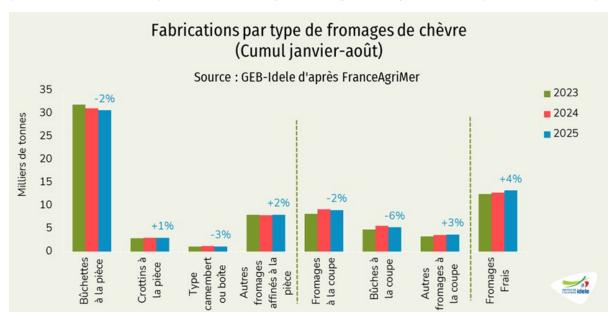
En cumul sur huit mois, ils ont pu transformer 393 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), un niveau équivalent à 2024. Le niveau des livraisons du premier semestre avait fortement fait reculer les approvisionnements de début d'année, à peine compensées par les importations.

#### Fabrications stables en cumul

Les fabrications de fromages de chèvre se sont maintenues d'une année sur l'autre en août, totalisant 8 360 tonnes. En cumul depuis janvier, les volumes ont atteint 65 500 tonnes (+0,2% /2024).

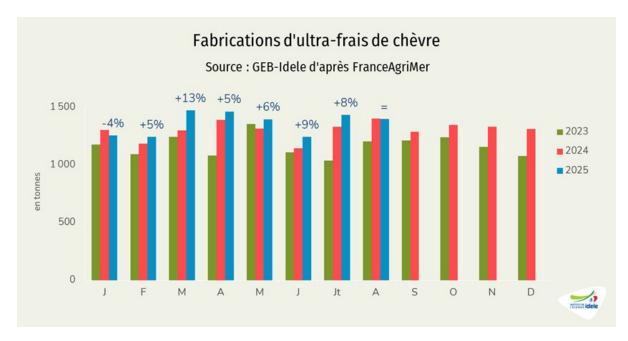


Si les ventes de fromages de chèvre en GMS se maintiennent, les difficultés économiques de la restauration hors domicile les pénalisent, ces derniers étant plus chers que leurs homologues au lait de vache. Les bûches de 1kg et autres fromages destinés à la restauration hors domicile ou aux industries agroalimentaires reculent (-2% en cumul sur huit mois) tandis que les fromages frais progressent significativement (+4% /2024 en cumul).



Parmi les fromages de chèvre destinés à la vente au détail, la bûchette reste leader en volume mais recule en cumul depuis le début de l'année (-2% /2024). Les crottins progressent légèrement (+1% /2024) tandis que les pyramident décrochent (-9% /2024).

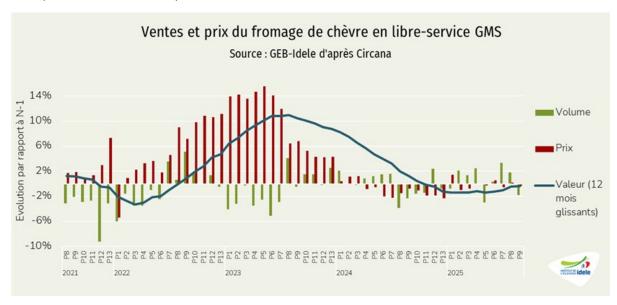
L'ultra-frais reste sur sa bonne dynamique, avec 1 400 tonnes fabriquées en août (= /2024).



En cumul sur huit mois, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 5% /2024. Le segment des yaourts, fromages blancs et skyrs est très dynamique et bien valorisé.

# Bonne tenue des ventes en grandes surfaces

Sur les neuf premières périodes de l'année (jusqu'au 7/09), d'après le panel Circana, la consommation de fromages de chèvre par les ménages (achats au rayon libre-service des GMS) est en hausse en volume : +0,9% en cumul courant et +0,6% en cumul annuel mobile (CAM). Alors que les prix sont stables, cette bonne tenue des achats de fromages de chèvre permet une hausse en valeur sur les neuf périodes de 2025 (+0,8% en cumul courant).



Depuis le début de l'année, soit en cumul courant, les volumes de fromages de chèvre vendus sous marques nationales ne régressent plus et sont stables par rapport à la même période de 2024. Les fromages sous marques de distributeurs progressent toujours (+1,4% /2024 en cumul courant).

La consommation d'ultra-frais au lait de chèvre est toujours croissante en volume, +4,4% /2024 en cumul courant, et en légère hausse en valeur sur les huit premières périodes de 2025 (+0,8%). La hausse des volumes permet de compenser le recul du prix (-3,4% /2024 en cumul courant).

Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

# Recul du nombre de chevreaux abattus sur la campagne

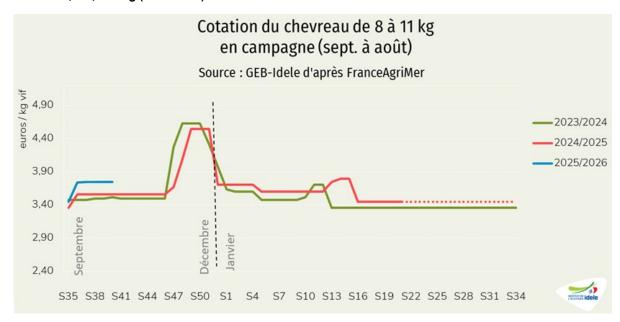
Dernière révision le 17 octobre 2025

La campagne 2024/2025 de production de viande de chevreaux s'est achevée sur un bilan contrasté, avec un recul du nombre de chevreaux abattus en têtes, mais une hausse en tonnage du fait de la date de Pâques plus

tardive en 2025 qu'en 2024. La cotation moyenne du chevreaux léger vif est légèrement supérieure à celle de la campagne précédente.

#### Reprise des cotations à un niveau supérieur à 2024

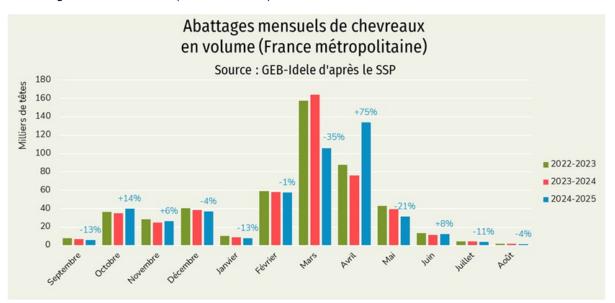
Depuis la reprise de la publication des cotations début septembre, le prix du chevreau de 8 à 11 kg vif est stable, à 3,75 €/kg (+5% /2024).



En moyenne (non pondérée des volumes), la cotation de la campagne 2024/2025 (septembre à août) a été en légère hausse à 3,68 €/kg vif (+1% /2023/2024). Lors de la période des fêtes de fin d'année, la cotation s'était élevée à 4,55 €/kg sur trois semaines (-8% /Noël 2023-2024). Le pic de cotation de Pâques, à 3,80 €/kg vif, s'était étendu sur deux semaines (+2% /2024), puis la cotation est redescendue à 3,45 €/kg (+3% /2024) en fin de saison avant la quasi-interruption estivale des abattages et donc des cotations.

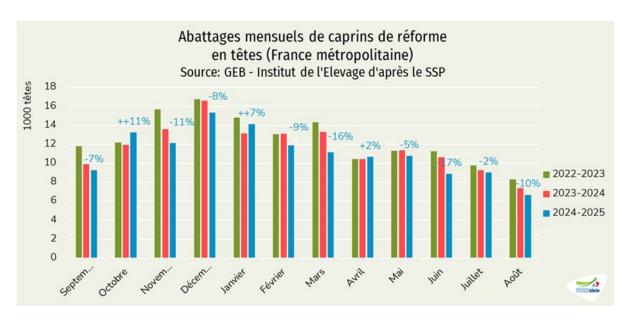
#### Léger retrait pour les abattages en tête sur la campagne 2024/2025

Sur la campagne 2024/2025, 463 150 chevreaux ont été abattus (-1% /2023/2024). Du fait du positionnement de Pâques en 2025 (10 jours plus tard qu'en 2024), les poids carcasse sont en légère hausse et les tonnages abattus également, à 2 690 téc (+1% /2023/2024).



Sur les seuls mois de mars et avril, correspondant au pic d'offre et de demande, le nombre de chevreaux abattus s'est élevé à 240 000 têtes (= /2024) et 1 350 téc (+3% /2024).

Les abattages de réformes sont en recul de 8% en cumul en têtes de septembre à août : cela représente 133 170 caprins de réforme abattus et 2 700 téc (-11% /2023-2024).



Le moindre nombre de réformes peut s'expliquer par plusieurs facteurs. On observe d'une part une surmortalité des chèvres en 2024, peut-être liée à la FCO (étude en cours), avec des chiffres d'équarrissage en hausse sur cette même année. D'autre part, le prix du lait et les charges stables ont pu encourager les éleveurs à garder des chèvres pour produire du lait, alors que la production par chèvre a été limitée à cause des mauvais fourrages.

# Progression des exportations de viande caprine en volume

Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande caprine réfrigérée sont en hausse en volume (+14% /2024), à 1 001 téc. Les exportations de viande congelée sont en léger recul, à 617 téc (-4% /2024). Au total, les exportations sont en hausse de 6% /2024, à 1 618 téc, avec une part de viande réfrigérée en croissance.



En cumul sur huit mois, les exportations françaises de viande caprine sont en léger recul vers le Portugal, notre premier débouché (-2% /2024 à 839 téc), mais en hausse vers l'Italie (+4% /2024 à 361 téc).

# Les estimations de récoltes mondiales records maintiennent les prix bas

Dernière révision le 17 octobre 2025

#### Les cotations françaises des céréales durablement basses

Les cours du blé et du maïs en France sont dans un tunnel de prix bas, et ce depuis juillet 2024. En blé, départ Eure-et-Loir, les cotations sont même sous 180 €/t depuis avril. La moyenne de septembre 2025 est à 175 €/t (-9% /2024). En maïs, les mêmes tendances de prix sont à l'œuvre, avec une cotation moyenne départ Eure-et-Loir à 170 €/t en septembre (-14% /2024).



Ces bas niveaux de prix en France s'observent en Europe et également de l'autre côté de l'Atlantique. Les facteurs baissiers dominent depuis plusieurs mois : des récoltes 2025 abondantes dans l'hémisphère Nord et des perspectives positives pour l'hémisphère Sud. En face, la demande reste modérée et ne vient pas soutenir les prix des céréales.

# Des récoltes de céréales confortables

Les dernières estimations FranceAgriMer de la récolte française de blé tendre s'élèvent à 30 Mt, soit +29% /2024, année de production particulièrement basse compte-tenu de la météo, et +4% par rapport à la moyenne 2020-2024. En Europe, la récolte est estimée à 132Mt (+19% /2024). La production mondiale de blé est estimée à 816 Mt selon l'USDA dans ses dernières publications (+2% par rapport à la campagne 2024/2025). Il est à noter que les publications de l'USDA sont interrompues à cause du désaccord budgétaire aux États-Unis provoquant un *shutdown* administratif général.

« Dans un contexte de récoltes mondiales record et de forte concurrence, le taux de parité euro/dollar reste défavorable aux exportations françaises malgré le rebond des exportations observé en ce début de campagne, par rapport à 2024 », a souligné FranceAgriMer à propos du blé français à l'issue de son conseil spécialisé Grandes Cultures du 17 septembre.

Début octobre, la production de maïs grain est estimée à 14 Mt (-8% /2024 et = /moyenne 2020-2024), alors que 37% des surfaces avaient été récoltées selon FranceAgriMer. Ce recul est lié aux épisodes de sécheresse et de canicule au cours de l'été 2025 qui ont pénalisé les rendements. La production mondiale est évaluée à 1 287 Mt (+5% /campagne 2024/2025).

#### Récolte mondiale de soja record sur la campagne 2025/2026

La production française de soja s'élèverait à 370 000 tonnes en 2025 (-7% /2024), avec des surfaces semées et un rendement en recul. Selon FranceAgriMer, la France devra importer du soja pour approvisionner ses usines de trituration.

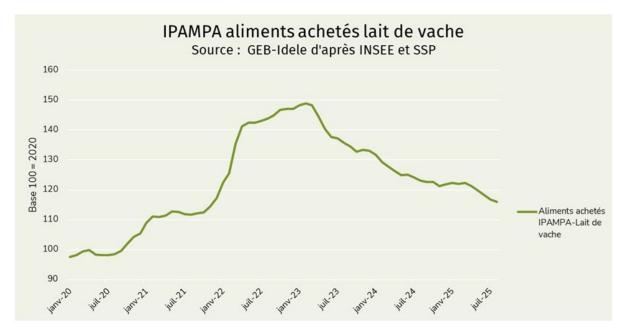


La pression à la baisse sur les cours se maintient du fait d'une récolte mondiale estimée à près de 429 Mt et du conflit commercial qui oppose les États-Unis et la Chine. Cette dernière, premier acheteur mondial de soja, n'a encore réalisé aucun achat auprès des USA en nouvelle campagne. Elle s'est tournée vers l'Amérique du Sud pour ses derniers achats.

Le colza français quant à lui affiche un bilan de récolte positif malgré des surfaces en recul grâce à de bons rendements : 4,6 Mt en 2025 (+18% /2024 et +20% /moyenne 2020-2024). Au niveau européen la production est estimée à près de 20 Mt (+19% /2024). Pour la campagne 2025/2026, la production mondiale de colza est évaluée à près de 90 Mt (+4% /2024-2025).

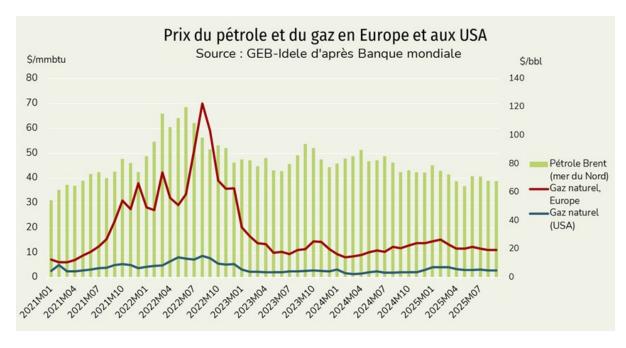
#### Accélération de la baisse de l'IPAMPA aliments achetés

Sous l'effet de la baisse des prix des tourteaux et des céréales, l'IPAMPA aliments achetés lait de vache décroit un peu plus rapidement au cours des derniers mois. Il s'établit à l'indice 116,0 en août 2025, soit -1% sur un mois et -6% sur un an.



## Le cours du pétrole

Soumis à des tensions géopolitiques et aux décisions de l'OPEP+ depuis le début de l'année, **le cours du pétrole est plutôt orienté à la baisse depuis quelques mois.** Les pays membres de l'OPEP+ ont en effet décidé d'augmenter leur production pour reprendre des parts de marché.



Le gaz a quant à lui montré des soubresauts en début d'année en lien avec la guerre menée par la Russie en Ukraine, avant de se stabiliser.